

ASSIA BOUTALEB, IMAN FARAG,
NAFISSA HASSAN, ENRIQUE KLAUS,
SAADIA RADI, ALAIN ROUSSILLON

Dire les classes moyennes : quand des citoyens égyptiens en parlent

Comment est formulée l'appartenance aux classes moyennes, que disent d'eux-mêmes, de leurs destins et du monde social les individus qui s'y identifient ? Écrit collectivement, l'article mobilise les entretiens menés dans le cadre de deux enquêtes égyptiennes sur « les soucis du citoyen », l'une « héritée » de 1976, l'autre en cours. Des entretiens, on a pu dégager trois volets : les manières de se définir, l'éventail des positions perceptibles dans l'espace social qu'occupent les intéressés, et enfin, ce qu'ils mettent en avant dès lors qu'on aborde des difficultés auxquelles se heurtent leurs aspirations : qu'il s'agisse de la vie au jour le jour ou des projets et projections, il y a là autant de marqueurs de ce qu'il convient d'être quand on se dit « classe moyenne ». Aux propos des citoyens, on a adjoint des matériaux connexes : ils éclairent les rencontres entre discours publics et dires individuels, héritages historiques et re-composition des attentes. Au-delà de la variété des matériaux et des mises en forme est posée une même question sur les perspectives et limites d'une approche centrée sur l'énonciation et sur les usages de l'entretien.

Ce dossier est né d'une rencontre¹ ; d'une part, *Carnets de bord*, espace ouvert à l'écriture. De l'autre, « Les soucis du citoyen », un programme mené au CEDEJ², au Caire, et la possibilité de livrer à la lecture un texte collectif et expérimental. A l'origine, une enquête égyptienne de 1976, menée par la revue *Al-Tali'a*, mensuel intellectuel de la gauche marxiste : sur une année, une quinzaine d'entretiens-fleuves avec des citoyens parfaitement identifiés par le nom propre, l'occupation professionnelle, voire la photo et l'adresse. Représentatifs, les citoyens sont supposés l'être, dans la mesure où chacun d'eux est d'abord identifié par et pour sa « condition sociale » (l'ouvrier, le paysan, le fonctionnaire, la femme au foyer...), et, qu'ainsi constituée, la galerie des portraits résumerait en quelque sorte l'éventail des forces sociales du moment, voire une cartographie des classes sociales. Tacites ou déclarées, on retrouve ces prémisses dans le canevas d'un questionnaire implicite triplement orienté vers les conditions de vie (revenu et budget), les vus sur le monde (affinités politiques et « conscience de classe ») et la consommation des biens culturels (lecture, médias...). Ce corpus « journalistique » et exceptionnel est intéressant. D'où un premier exercice commun de lecture et de traduction commentée³ et un questionnement sur l'intérêt et les conditions d'une reprise aujourd'hui.

Embrayeur efficace, « soucis », renvoie à l'énonciation, la hiérarchisation par les enquêtés de ce qui à leurs yeux pose problème, l'interprétation qu'ils en livrent et le renvoi potentiel à des normes. Les enquêtés inscrivent-ils leurs soucis dans le registre de la citoyenneté ? Loin de l'acception juridique, il s'agit de formuler la question sur ce qui est revendiqué ou perçu comme un droit et de voir de quoi sont faites les distances – à géométries variables – entre « soucis » et « attentes » ou d'ailleurs « déceptions » citoyennes. S'entretenir avec des citoyens présumés de leurs soucis en 2005⁴, cela donne des entretiens faiblement dirigés, menés en arabe, traduits en français. Dans le déroulement de ce programme, maintenir le lien entre 1976 et 2005 est heuristique, les retours produisent à chaque fois des sens différents.

A priori, le matériau se prêtait à deux questions qui, au prix d'un détour, recourent le thème de cette livraison : 1) Et toi, comment te classes-tu ? 2) Et pour vivre, comment tu fais ? C'est sur cette trame qu'on a cherché à tisser les éléments qui constituent ce dossier.

1. Pour laquelle l'équipe tient à remercier Martine Amstalden.

2. Le CEDEJ (Centre d'études et de documentations économiques, juridiques et sociales) est un centre de recherche pluridisciplinaire, dont les travaux portent sur l'Égypte et le Soudan contemporains, dans les disciplines des sciences humaines et sociales. Il fait partie du réseau des instituts de recherche de la direction de la Coopération scientifique, universitaire et de la recherche

du ministère français des Affaires étrangères. Il est également unité de recherche associée au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Il a son siège au Caire et dispose d'une antenne permanente à Khartoum, au Soudan.

3. Boutaleb et al. *Les soucis du citoyen 1976*, Le Caire, Working Papers 3&4, CEDEJ, 2002.

4. Pour plus de détails la plateforme évolutive du programme <http://www.cedej.org.eg>.

Ce faisant, on s'est retrouvé face aux questions posées dès la mise en route du programme. Traduire en français « parlé », n'est pas l'une des moindres, outre le fait qu'il s'agit de munir le lecteur non familier d'un minimum de repères. Plus complexe était la question du tri dans une masse d'entretiens menés jusqu'ici sans prétention de représentativité aucune. Où et sur quels critères, chercher les classes moyennes dans tout cela ? Parvenir à un accord entre les membres de l'équipe n'a pas été difficile, une intuition commune nous a conduit à exclure certains entretiens et à en retenir d'autres ; c'est plutôt dans l'énonciation des intuitions que résidait la difficulté et il faut lire le dossier comme une tentative de réponse(s). Et des intuitions, il y en eût beaucoup, dont la plus importante s'est vite muée en véritable souci dans tous les sens du terme et, notamment, au sens méthodologique : laisser parler pleinement le matériau recueilli, le laisser parler sans le dompter, sans lui imposer cette violence qui consiste à répondre à des critères préalablement déterminés, *a priori* posés. Aussi, n'y aura-t-il, ici, aucune définition strictement établie de la classe moyenne ; ainsi, y trouvera-t-on surtout des manières de dire, de signifier la classe moyenne, toutes différentes, parfois redondantes mais toujours significatives, nous semble-t-il.

Tout aussi complexe et non moins douloureuse, venait l'opération de découpage dans la chair même des entretiens. Pieusement sollicités, recueillis et conservés, soigneusement transcrits et traduits, au bout de plusieurs lectures, les entretiens, on s'y attache et cela donne l'illusion de connaître la personne entretenue. Découper, c'est alors défaire l'unité illusoire et c'est aussi renoncer au confort de la restitution fidèle. La question posée est alors : qu'est-ce qu'une maladie, la perte d'un être cher ou un chagrin amoureux ont à voir avec les classes moyennes ? Rien *a priori* sauf que chez les individus concernés, certaines inflexions biographiques produisent des mises en lien, là où on les attend le moins. Sur ce point également, le dossier est à considérer comme une prolongation des discussions qu'on aimerait partager.

Conjugués, thème et matériau portent à son plus haut point la tension entre problématisation et terrain : deux temps ? Deux instances ? Dans ce à quoi on a affaire ici, ce serait plutôt deux voix, celle du chercheur et celle de l'interviewé : inégaux dans le monde social, le seraient-ils plus dans le texte ? Est-ce parce qu'on a cité qu'on a respecté ? Et le destinataire s'en trouve-t-il plus éclairé ?

Trois temps marquent le déroulement de ce dossier. On s'intéresse d'abord aux plus explicites des autodéfinitions, ou ce qui nous est apparu comme tel. Dans un deuxième temps, aux tournures plus larges pour signifier le différent et le même. Enfin, « là où ça fait mal » – si on peut dire, des « soucis » qui, certes, ne sont pas une exclusivité des dites classes moyennes, mais aux travers desquels se disent, préférentiellement, mal-être ou malheur. Est-il nécessaire de le préciser, une seule et même question traverse ce découpage, celle de l'énonciation.

Cette tripartition qui ne va pas sans violence, d'où procède-t-elle ? Elle transparait pour partie dans les entretiens, mais en dernière instance, elle est issue de ce qu'on espère être l'intelligence généreuse du chercheur en négociation avec une parole autre que la sienne. La mise en forme n'est pas neutre, les choix auraient pu être autres et les suites de l'enquête sont une exploration de ces choix et de leurs limites.

On a juxtaposé, sans plus, des entretiens de 2005 et de 1976 ; dans un cas, leur croisement révèle 30 ans de changements sociaux, politiques et économiques. « Etat-providence » est sans doute un bien grand mot pour l'Égypte nassérienne des années 1960, mais ce que consignent les entretiens de 1976 est le passage récent à une politique dite d'ouverture économique, qui fait la part belle aux investissements privés et menace de rogner sur ce qu'on appelle encore « les acquis sociaux ». En 2005, le passage au néolibéralisme économique semble consommé. Dans un autre cas de figure, ces entretiens recueillis à deux moments différents, rendent compte de la mêmété des procédés, pratiques mais surtout symboliques, auxquels recourent les individus, pour faire avec et contre lesdits changements. Par ailleurs, et le lecteur le constatera, c'est principalement dans les extraits de 1976 que figurent les questions des enquêteurs. La raison en est simple : en 1976 le cadrage est fort, les enquêtés répondent dans la limite des questions posées. Digressions ou monologues, les enquêtés de 2005 se laissent aller et l'intérêt de la chose est précisément dans les passages du coq à l'âne. Traitements différentiels pour une parole différemment sollicitée et recueillie ? Ce n'est là qu'une des questions, techniques en apparence, que pose le « traitement » des entretiens.

Aux « morceaux de vie », on a rajouté d'autres textes. Les encadrés informent le lecteur : sur un point précis, ou de façon générale, sur les multiples voies par lesquelles les propos de nos enquêtés rejoignent et instruisent des topos publics, la recherche (à dominante sociographique) ou le discours politique (revendicatif).

L'occasion était trop belle pour ne pas se l'approprier : « Je ne conçois la classe ni comme une « structure » ni même comme une « catégorie », mais comme quelque chose qui se passe en fait – et qui, on peut le montrer, s'est passé – dans les rapports humains » (...) On a trop souvent tendance de nos jours à voir dans la classe une chose » (Thompson, 1963). Le programme de E. D. Thompson reste d'actualité.

Iman Farag

Les protagonistes

Les noms et signes distinctifs des citoyens de 2005 ont été changés : ceux issus de l'enquête de 1976 renvoient à des individus identifiés. On a repris telles quelles les présentations du mensuel Al-Tali'a.

Les citoyens de 2005

Noha, 35 ans, diplômée d'antiquités, restauratrice au musée copte, divorcée, s'est remariée mais vit séparée de son deuxième mari, engagée politiquement, travaille dans des associations de la société civile (*Nafissa Hassan, traduit par Assia Boutaleb*).

Zahraa, 29 ans, fonctionnaire, direction des impôts, catégorie trois, diplôme de commerce, fiancée sur le point de se marier, deuxième d'une famille qui compte trois filles et un garçon, mère femme au foyer, 49 ans, père fonctionnaire, 57 ans (*Nafissa Hassan traduit par Assia Boutaleb*).

Samira, 54 ans, en retraite anticipée, auparavant ingénieure dans une usine de textile du secteur public, veuve d'un militant syndical, deux fils, quelques jours de détention pour raisons politiques (*Nafissa Hassan traduit par Iman Farag*).

Samir, 34 ans, gradé, engagé dans l'armée à 15 ans, pratique d'autres activités lucratives non spécifiées à l'enquêtrice, marié, deux enfants (*Saadia Radi traduit par Iman Farag*).

Nesma, 25 ans, diplômée de la faculté des Arts appliqués, spécialiste de dessin d'intérieur et d'ameublement, a eu plusieurs emplois et au moment de l'entretien travaille dans la conception par ordinateur. Habite chez ses parents (*Nafissa Hassan traduit par Saadia Radi*).

Moustafa, 36 ans, enseignant détaché dans le privé, enseigne dans deux écoles et donne des cours particuliers, marié et père d'un enfant, un deuxième est en route au moment de l'entretien (*Saadia Radi, traduit par Enrique Klaus*).

Les citoyens de 1976

(la traduction des entretiens est reprise à Boutaleb et al, *Les soucis du citoyen 1976*, Le Caire, Working Papers 3&4, CEDEJ, 2002).

Darwish Abdal-Fattah, maître de conférences à la faculté d'ingénierie de l'Université d'Ain-Shams, 30 ans, salaire brut, 52 livres, salaire net 43 livres, marié 2, enfants; Maîtrise en 1968, Master en 1974 (*Al-Tali'a, Mai 1976 traduit par Assia Boutaleb*).

Ibrahim Abd al-Fatah Araq, 31 ans, Maîtrise de commerce 1967, comptable à la Bibliothèque et aux archives nationales, marié, pas d'enfant, salaire 32 livres égyptiennes, net 29,77 livres égyptiennes (*Al-Tali'a, Octobre 1976, traduit par Karine Tourné*).

Amal Kamil Bayumi al-Subki, 32 ans, chercheuse au Centre d'histoire moderne, salaire 30 livres, mariée, 2 enfants (*Al-Tali'a, Novembre 1976, traduit par Iman Farag*).

« Je suis maintenant dans la société du milieu »

Le « milieu » et la « moyenne » se confondent sans doute, et il faut croire que moyen se confond aussi avec normal, habituel, ordinaire, voire banal. Si définir les classes moyennes est difficile, cela rend d'autant plus intéressants les propos de ceux qui « se » définissent. Ils procèdent directement ou indirectement. C'est dans les présentations de soi et de sa famille qu'apparaissent plus particulièrement les figures et les marqueurs d'une appartenance « évidente », et de ce qui va de soi.

Samira : On est cinq, on a tous faits des études supérieures bien sûr. Oui, on est né au Caire mais mes parents viennent de province. Une famille traditionnelle bien sûr ; une mère qui se donne entièrement et un père qui est trop sévère. On a toujours vécu dans un grand appartement, chacun avait sa chambre à lui, une indépendance complète ; là maintenant ça donne des personnages complètement différents ; il y avait le musicien, très calme, très poli, il parle à voix basse... il a un peu changé par la suite... l'autre, très passif... le problème c'est que les garçons étaient très calmes, différents des filles. Moi par exemple, c'est la politique, depuis que j'étais étudiante... il y avait de quoi, on ne pouvait pas rester indifférent face aux événements ; les deux sœurs, chacune son monde ; une s'est mise à la peinture, l'autre ne pensait qu'à sa beauté, son look et son élégance. Bref, des personnalités différentes. C'est pour ça que se rencontrer aujourd'hui c'est difficile... difficile de trouver un sujet commun... à moins qu'il n'y ait un problème ou une crise, là on est bien obligé ; à part ça, on prend les nouvelles, on garde le contact à distance, le téléphone suffit largement.

L'évidence des études supérieures est à mettre en rapport avec la grande maison ; une chambre pour chacun des 5 enfants sans compter le reste ? La moyenne serait plutôt de 5 âmes par chambre. Autre figure de l'évidence, celle de Nesma : depuis son enfance elle pouvait anticiper qu'elle ferait des études supérieures et quelles études elle allait faire ; peu de doutes, en somme, sur son destin social. Sa mère lit, son père est « cultivé » même s'il a rattrapé les études supérieures sur le tard.

Nesma : Maman a un diplôme de commerce, elle est née en 52, mais c'est quelqu'un qui lit, quelqu'un de cultivé. On s'entend, elle et moi. Mon père est né en 48 ; il est diplômé (...). Il a repris ses études, depuis à peu près 5 ou 6 ans. Il a eu une licence en droit de l'université ouverte. Il prépare un magistère actuellement, et il a commencé à s'intéresser à la littérature. Mais nous ne sommes pas proches (...). Maman travaille dans une société, elle dirige le cabinet du président du conseil d'administration. C'est considéré comme un bon poste. Papa a essayé d'avoir plusieurs

métiers en même temps. Il travaille dans une société. Il fait d'autres métiers : il fait un peu de travail pour des avocats parce qu'il vient d'avoir sa licence. A part ça, il s'intéresse aux activités d'intérêt général, à la politique et à la culture.

Noha est sans doute la plus explicite dans l'affirmation d'une appartenance aux classes moyennes, fondée sur des critères objectifs et objectivables : l'image qu'elle donne de sa famille ramène de toute évidence à ce qu'il faut prendre comme l'âge d'or du fonctionnaire. Pour révolu que soit celui-ci, la puissance évocatrice du mythe reste intacte. Mais n'allez pas croire que l'aisance relative fait le bonheur.

Noha : L'université, pour moi, a été une étape importante et fertile, elle a contribué à changer le cours de ma vie, pas à 180° mais à 360°. Je n'étais pas une petite fille heureuse. On était de la classe moyenne, ce n'est pas parce que je n'étais pas privée que j'étais heureuse. Nous vivions bien, dans une maison bien, on mangeait bien, on buvait bien et on s'habillait, comme n'importe qui de la classe moyenne, catégorie supérieure de la classe moyenne. Mais je me sentais étrangère dans notre maison, ma mère est très autoritaire, l'idée de la distinction entre le garçon et la fille... pour ce qui est des libertés c'était : « Non, toi tu restes à la maison et ton frère sort, toi tu ne vas pas voir ton amie, non, nous on ne connaît pas », cette sorte-là de distinction qui est la logique de l'éducation des filles... Alors moi, j'aurais fait n'importe quoi pour sortir de notre maison (...). J'avais des frères et sœurs mais j'étais seule, alors je passais tout mon temps, on avait la bibliothèque de mon père, alors je restais à lire, à dessiner, comme ça, quoi. J'avais un fort sentiment de solitude, jusqu'à ce que je rentre à la fac et alors ça a été fini, j'ai eu des amis, j'avais une vie, j'avais des choses (...). Mon père et ma mère se sont mariés au début des années soixante, ils sont tous les deux fonctionnaires, et à cette époque, le fonctionnaire pouvait très bien vivre, avec son salaire il pouvait avoir un grand appartement, des trucs comme ça quoi.

L'aisance relative est peut être ce qui autorise à certaines aspirations. Pour Noha, le rêve est celui d'un individu sans attaches d'origine, lequel peut être contrarié par une mère envahissante, par exemple :

Noha : Moi j'ai construit ma vie toute entière, et même tous mes choix sont les miens, personne ne m'a imposée quoi que ce soit, alors à cause de ça j'en supporte les conséquences dans toute leur dureté, c'est-à-dire que c'est moi qui ai choisi mon premier mari, et c'est moi qui ai choisi mon second mari, et c'est moi qui ai choisi cette vie, et c'est moi qui ai choisi le quartier où je vis, et mon travail,

c'est moi qui ai tout choisi, et c'est pour ça que j'en assume tous les problèmes, moi, tout ce que je demande c'est que ma mère me laisse tranquille (rires) qu'elle ne s'occupe pas de moi, moi je vais m'enquérir d'elle, aller la voir et tout ça mais de loin en loin.

Il est toutefois des manières semble-t-il plus communes et plus partagées de dire la classe moyenne. Celles par exemple aux travers desquelles s'exprime la hantise du déclassement, déjà perceptible en 1976 ; au rappel des privilèges évoqué plus haut, fait écho la crainte de voir disparaître les privilèges :

Al-Tali'a : Comment tu considères le statut social de la famille ?

Amal : Une famille moyenne.

Al-Tali'a : Qu'est-ce que ça veut dire une famille moyenne ?

Amal : Ça veut dire qui a un revenu faible, qui n'a pas de surplus... le mari et la femme sont instruits et cultivés... des choses comme ça. C'est ce que j'entends par famille moyenne ; un revenu qui couvre juste les dépenses et il en faudrait plus (...).

Al-Tali'a : Tu considères donc que tu es une famille moyenne et que ta condition se dégrade à cause de la crise économique ?

Amal : Malheureusement, et pour une raison simple ; il ne s'agit pas de jeter la pierre à qui que ce soit. Avec 100 livres, il y a 10 ans j'aurais été dans une situation sociale nettement meilleure. Je n'aurais pas à prendre le bus ou les taxis collectifs ; je ne peux pas me permettre une livre de taxi tous les jours ; sinon ça veut dire que je paye l'Etat pour aller travailler pour l'Etat. En plus, mon mari travaille dans un quartier éloigné d'Imbaba ; je prends le bus ou un taxi avec des collègues qui habitent dans le quartier... ou alors le bus et je pleure pendant tout le trajet parce que je me sens humiliée... c'est à dire, sur la question des transports publics en particulier, je sens que le peuple... et la catégorie éduquée en particulier est humiliée au plus haut point ; comment se retrouver... j'ai fait des études... qu'est-ce que je peux faire de plus ? J'ai fait des études, j'ai pris un poste modeste pour trouver des choses qui me fassent sentir que je suis quelqu'un de respectable. Qu'est-ce que je peux faire de plus ?

Al-Tali'a : A qui la responsabilité ?

Amal : A l'Etat.

Al-Tali'a : Est-ce que c'est le cas dans les familles que tu fréquentes ?

Amal : Oui. Au contraire je passe pour une privilégiée... vu que mon mari a eu la possibilité de partir... sans ça, il n'aurait pas la voiture, il n'aurait pas

construit la maison ni le compte pour prendre dessus ses dépenses personnelles... ce qu'il me laisse pour la nourriture aurait été réduit de moitié... ma situation sociale est meilleure que les autres.

Al-Tali'a : Vous avez le téléphone ?

Amal : Oui.

Al-Tali'a : Une télévision ?

Amal : Oui.

Al-Tali'a : Une radio ?

Amal : Oui et un frigo et une gazinière.

Al-Tali'a : Et qu'est-ce qu'il manque à la maison à ton avis ?

Amal : Deux choses. La première c'est l'argent qui me permet de maintenir tout ça en l'état. Si mon compte est à zéro comment je fais pour renouveler la gazinière ? Les coûts de la vie augmentent et le compte s'épuise.

Al-Tali'a : A combien tu estimes l'écart entre ton revenu réel et ce que tu considères comme un droit ?

Amal : Pour rester très modeste, pas moins de 50 livres supplémentaires par mois... pour être une femme économiste.. pas jeter l'argent à droite et à gauche... avec 50 livres de plus je n'ai pas besoin de retirer sur la somme qui est en dépôt.

Al-Tali'a : Donc il te faut 50% de plus que ton revenu actuel ?

Amal : Au moins.

En 1976, année de l'entretien, nombre de familles qui auraient pu se dire moyennes, étaient dépourvues des équipements mentionnés plus haut et c'est peut être une des raisons de l'interrogatoire prolongé, aux tournures de perquisition. « Avoir de quoi renouveler la gazinière » apparaît là aussi comme un topo commun à ceux qui chercheraient à « se maintenir ». On peut concevoir ce que cela suggère en termes de modes de vie et d'angoisses face à d'éventuels « nivellements par le bas ». Au-delà de la valeur marchande, il y a une délégation de valeur symbolique aux objets, que l'on peut comprendre en termes d'appartenance de classe.

Reste que « l'idiome » classe moyenne, beaucoup d'individus le reprennent à leur compte pour se classer, alors même que tout (?) les départage. A en croire les propos de Samir, on est enclin à penser que tout tient dans la relation et non dans la définition. Double relation si l'on peut dire, qui engage à la fois, ce qu'on a été par le passé et les rapports sociaux du moment. Samir est le seul des enquêtés à ne pas avoir fait d'études supérieures. Après quelques années d'études entrecoupées de petits boulots et une enfance misérable, il s'engage dans l'armée dès qu'il le peut (15 ans) ; son avancement ne peut aller au-delà

d'un grade modeste ; son mode de recrutement – l'armée qui nourrit et blanchit ceux qui n'ont pas trouvé mieux – est objectivement un stigmate, dont on voit mal comment il pourra se débarrasser. Même s'il projette de reprendre des études de droit. Il n'empêche :

Samir : J'ai des ambitions... beaucoup d'ambitions peut être... n'importe qui à ma place... je cherche à être mieux... sur le plan financier, je veux dire, et pas par n'importe quel moyen bien sûr, par mes efforts. Vous voyez ce que je veux dire, me faire moi-même, je me suis fait moi-même oui, je suis maintenant dans la société du milieu, mais je veux aller plus haut, avant j'étais dans la société d'en bas, je suis maintenant au milieu et je veux monter plus haut.

Le milieu en question est « bien ». Et là encore tout est relatif.

Samir : Oui, grâce à Dieu, mon appartement est bien, il y a tout ce qu'il faut, j'essaie quand même d'améliorer, il y a à manger, pour les loisirs aussi, la télé, le frigo, la parabole, j'ai tout ce qu'il faut, comme je vous l'ai dit, je ne veux pas que mes enfants soient privés, pour que moi je puisse exiger en retour... tant qu'il n'est pas privé, je peux l'obliger à être bien dans les études. Mon fils, il me doit d'être bien, d'avoir de bonnes notes, de grandir comme quelqu'un de bien, exactement comme je voudrai qu'il soit. Mais si c'est un enfant privé, s'il n'a pas ce dont il a besoin, je ne peux pas exiger de lui de bien travailler à l'école. « Pourquoi t'as pas de bonnes notes ? », il va me dire c'est que je ne prends pas de cours particuliers ; si mon fils me demande de l'argent pour une excursion scolaire et que je dis pas d'argent, il va être humilié devant ses copains.

La fidélité aux origines, est une autre manière de dire ce qu'on était et ce qu'on n'est plus. Ibrahim est fils d'ouvrier, l'aîné de sept frères et sœurs qui, tous, ont fait des études supérieures. Un « miracle éducatif » dont son itinéraire est l'illustration. A chaque début de cycle éducatif, il s'interroge sur la suite et la réponse lui est donnée comme un cadeau surprise par « la Révolution de juillet 1952 » ; extension supplémentaire de l'instruction gratuite au cycle suivant, de l'école élémentaire à l'Université.

Al-Tali'a : Quel est ton rapport personnel à la Révolution de juillet, c'est-à-dire : tu as grandi à l'ombre de la Révolution de juillet et tu as étudié pendant la Révolution de juillet, alors donne-nous ton impression générale à son propos ?

Ibrahim : La Révolution de juillet pour moi, je suis rentré à l'école en première année un an avant la Révolution, et normalement, sans cela, mon chemin aurait été obstrué et limité à deux ans, ou trois, quatre ans d'instruction élémentaire.

Al-Tali'a : Tu es donc un vrai produit de la Révolution de juillet ?

Ibrahim : Bien sûr et ça c'est la base de mon existence.

Al-Tali'a : Et sans la Révolution ?

Ibrahim : Sans elle, pour moi c'était l'établi.

Al-Tali'a : Et ton cas, celui de l'ouvrier pour qui il était impossible de rêver de sortir diplômé de l'université, c'est un phénomène fréquent ?

Ibrahim : Oui, très fréquent mais le problème, c'est la conscience qu'on en a, qui peut en faire un phénomène fréquent bien sûr, mais le problème c'est que c'est-à-dire, le diplômé, il se détache. Il a des ambitions.

Al-Tali'a : Tu as dit qu'ils se détachent de leur classe ou la dénigrent ; pourquoi tu envisages cela ainsi ?

Ibrahim : Je ne peux pas dire dénigrement et pourtant ses intérêts diffèrent de leurs intérêts et à partir de là, les attitudes et les positions se différencient, il y a aussi les gens qui deviennent méprisants, mais ça c'est des constitutions faibles, sans aucun doute ; c'est peut-être un fils d'ouvrier qui se hisse et essaie de se détacher et il est dans un trouble psychologique.

Al-Tali'a : Ça, c'est la génération de fils instruits d'ouvriers et de paysans ; est-ce qu'ils peuvent jouer un rôle ou est-ce qu'ils sont déjà absorbés par le système ? (..) Tu dis si on les laisse, qu'est-ce qui est nécessaire pour garantir qu'ils auront un rôle dans le changement ?

Ibrahim : De changer l'esprit passé qui domine dans la société ; l'homme vaut par sa valeur ; ses apparences, ses vêtements, ce qu'il possède, tout ça ce n'est pas sa valeur, on continue à évaluer l'homme selon ce qu'il possède, et ça bien sûr c'est la plus grande erreur qui fait qu'on se détache de la classe d'origine. Seulement, si on prend par exemple un homme éduqué et instruit et fils d'ouvrier, qui, de lui ou de son père, rend le plus grand service pour le pays ?

Al-Tali'a : A ton avis ?

Ibrahim : Son père bien sûr... son père, illettré, comment est-ce qu'il a réussi cette éducation géniale... qui des deux ? Le père bien sûr.

En 1976 toujours, Darwich, maître assistant à l'Université, semble avoir un point de départ comparable, celui des « miraculés de l'éducation ». Ce qu'il en retient pourtant est moins l'émergence d'un groupe, comme on l'a vu plus haut, que l'exceptionnalité d'un destin individuel.

Darwich : A part ça, je me considère comme un cas particulier ; je suis fils de cuisinier et jusqu'au Master de sciences j'ai étudié avec une lampe à gaz... je l'ai obtenu avec une lampe à gaz. Et moi, bien sûr mon rêve était d'étudier à l'électricité. Et ça c'est un cas particulier parce que j'appartiens à une famille d'ouvriers et je suis le premier à avoir fait des études. Je me suis marié à une de mes collègues à laquelle j'étais lié sentimentalement. Elle est maître-assistante aussi, à la faculté de filles. Avant mon diplôme, j'habitais Bulâq, dans une impasse de Bulâq ; après mon diplôme j'ai pris en charge mes frères, parce que mon père a 62 ans et qu'il est cuisinier.

Al-Tali'a : Tu as précisé que tu étais maître de conférences d'origine ouvrière, est-ce que ta femme aussi est d'origine ouvrière ?

Darwich : Non, pas d'origine ouvrière, mais proche de la classe ouvrière. Son père est un petit commerçant et, donc, pour le mariage, il n'y avait pas de grande différence sociale. C'est vrai qu'il y avait un écart de classe entre nous et elle, mais nous l'avons surmonté. Son père est d'origine modeste, en plus du fait qu'elle était liée à moi, et donc, il n'y a pas eu pour le mariage de contradiction de classe au sens strict.

Un objet difficile...

S'il est un constat commun entre les nombreux travaux qui portent sur les classes sociales en Egypte, c'est bien la difficulté de définir les classes moyennes. S'agit-il d'ailleurs d'un concept à définir, d'une population à comptabiliser et au sein de laquelle il faudrait identifier des sous-groupes, et a-t-on réellement résolu le problème en évoquant des « positions médianes » plutôt que des classes moyennes ? Ou en réconciliant concept et empirie ? D'après une recherche menée dans cette perspective, « la classe moyenne égyptienne » recoupe plusieurs catégories sociales différentes de par les liens économiques, les appartenances sociales et les origines historiques. C'est un composite de paysans moyens, d'artisans travaillant pour leur compte, de commerçants moyens, auquel il faut ajouter la majorité des corps civils et militaires tributaires de l'Etat (à l'exception des élites bureaucratiques, politiques et militaires dominantes) mais également les professions libérales techniques moyennes et supérieures et les intellectuels (pour peu que la profession soit stable et qu'il n'y ait pas eu reconversion dans les projets d'investissement) » (Ibrahim, 1994 : 20). D'autres écrits s'intéressent aux « critères » : niveau de revenu, éducation, ou alors une pluralité de critères, incluant par ailleurs le logement et le type d'occupation professionnelle.

Elargissement ou déclin ?

Dans ce qui suit, on s'en tiendra aux principaux travaux parus ces dernières années, à commencer par une

polémique célèbre. Celle entre, d'une part les tenants de l'hypothèse de l'élargissement des classes moyennes durant le quart de siècle dernier, et, d'autre part, les partisans de l'hypothèse du déclin de la classe moyenne, voire de sa disparition éminente.

Chef de file de la première école, l'économiste Galal Amin retient, dans son ouvrage *Qu'est-il arrivé aux Égyptiens ?*, le niveau de revenu comme principal critère de définition de la classe moyenne. De là, il estime que, pour ce qui est des années 1990, cette dernière englobe les familles dont les revenus mensuels se situent entre 300 et 10 000 Livres égyptiennes (LE). L'écart justifie une distinction supplémentaire entre strate supérieure et inférieure au sein de la classe moyenne. L'auteur est ainsi amené à constater qu'entre 1952 et 1991, celle-ci serait passée de 4 à 25 millions, et plus important encore, sa proportion au sein de la population de 20 à 45%. Pour Amin, «cet accroissement relatif, signifie une augmentation du nombre des individus qui gravitent autour de la moyenne. Toutes choses étant égales par ailleurs – autrement dit, stabilisation des classes supérieures et inférieures – plus il y a accroissement relatif de la classe moyenne, plus s'élève le degré d'égalité» (Amin, 1999 : 50).

Mais à adopter le critère du revenu, nombre de familles se retrouvent incluses dans les tranches inférieures et même supérieures des classes moyennes ; les travailleurs manuels atteignent des revenus équivalents, sans pour autant avoir accédé à l'éducation. Revenus élevés certes, mais modes de vie plus proches des couches inférieures, voire des populations marginalisées que des classes moyennes. Dans la définition de celles-ci, l'éducation continue d'être un marqueur du style de vie et une variable centrale. Il est vrai que l'on assiste à un recul de la valeur sociale accordée au savoir. Il est non moins vrai qu'une donne nouvelle est intervenue, liée au rapport au savoir et à l'hybridation de ces pratiques que sont lire et écrire : l'informatique et l'accès au monde via internet sont une caractéristique principale des classes moyennes, notamment des jeunes.

La question qui peut se poser, est celle de savoir si l'accroissement relatif de la classe moyenne signifie plus d'égalitarisation, lorsqu'il s'accompagne de paupérisation des plus pauvres et d'un enrichissement des plus riches réalisé aux dépens des premiers. On le voit cette lecture statique se base sur le postulat fort du «toutes choses égales par ailleurs».

Parmi les tenants de la seconde hypothèse, l'économiste Ramzi Zaqi, souligne dans *L'Adieu aux classes moyennes*, que la classe moyenne est un conglomerat étendu de catégories sociales différentes de par leurs rapports à la production, à la propriété des outils de production et, par conséquent, de par les niveaux de revenus. Si Amin évoque deux classes, supérieure et inférieure, Zaqi lui, parle de trois strates qui font de la classe moyenne un composé hétéroclite de groupes et d'individus, ladite

subdivision devant être prise en compte dans toute lecture des problèmes de la classe moyenne ou analyse de ses attitudes. Pour Zaqi, le déclin des classes moyennes s'inscrit dans celui plus large des pays en développement dans le cadre de l'économie mondiale ; ces pays importent des produits aux prix de plus en plus élevés et les prix de leurs exportations en matières premières sont en baisse. Leurs dettes s'accroissent compte tenu de l'augmentation des taux d'intérêt, et l'aide des pays industrialisés s'amoindrit. A cela, rajouter l'effet des politiques d'ajustement structurel, le tout ayant pour effet d'écraser la classe moyenne, notamment les strates inférieures «dont on peut dire sans exagération aucune, qu'une bonne part d'entre elles sont aujourd'hui en dessous de la ligne de pauvreté absolue» (Zaqi, 1997 : 84-85).

Autre partisan de l'hypothèse de la détérioration, Mohamed Ibrahim inscrit sa recherche autour de l'influence des transformations sociales sur la composition de la classe moyenne dans une perspective de «différentiation». Ce n'est pas de la classe moyenne «en tant que telle» qu'il s'agit, que de la position qu'elle occuperait dans l'entre-deux entre une classe supérieure «riche» et une classe inférieure, «pauvre et laborieuse». La recherche évoque une différenciation sociale et de classe grandissante, à l'échelle de la société toute entière, et plus particulièrement au sein de la classe moyenne urbaine : des pans entiers de celle-ci vont rejoindre les pauvres alors qu'une minorité pourra accéder à la classe supérieure riche. Une telle différenciation est accélérée par le système des alliances sociales et politiques entre strates supérieures de la classe moyenne et élite au pouvoir. Une reproduction polarisée des différenciations sociales et de classe au sein de la société égyptienne laisse entrevoir deux classes principales : l'une supérieure et peu nombreuse détient un poids économique et social et fait face à une classe inférieure regroupant une large part de la population (Ibrahim, 2005).

L'élargissement de l'écart entre base et sommet – couches inférieures et supérieures – s'accompagne-t-il inexorablement d'un déclin ? Cela empêche-t-il un accroissement de sa taille, voire une amélioration de ses conditions de vie ? Amin réfute l'hypothèse du déclin et selon sa perspective, on peut très bien imaginer la configuration suivante ; dans un temps et une société donnés, la classe moyenne constitue 60% de la population, la classe supérieure 10% et l'inférieure 30%. Autre temps, autre configuration, dans cette même société, les revenus de la classe supérieure augmentent fortement, ceux de la classe inférieure se maintiennent en l'état et l'écart se creuse : rien n'empêche pour autant une nette amélioration de la condition de la classe moyenne, qu'il s'agisse de son niveau de revenu absolu ou relatif par rapport aux deux autres classes, outre une augmentation absolue en termes de taille (Amin, 1999 : 50). Dans ce qui suit, les entretiens de 1976 et 2005 permettront d'en apprécier.

Scénarios d'avenir

En marge de cette polémique, un autre travail est à citer : celui issu de « Egypte 2020 », programme de recherches de prospective à l'horizon 2020 qui s'attache à élaborer cinq scénarios d'avenir pour le pays dont la clé de voûte est la nature du pouvoir politique. Les initiateurs du projet ont fixé a priori un cadre contraignant dans lequel devaient s'inscrire différentes recherches. L'une d'entre elles portait sur les classes sociales et l'avenir de l'Égypte, qui fait usage du concept de positions médianes, appliqué à des groupes qui occupent des positions mixtes dans les différents modes d'organisation du travail, renvoyant à divers rapports de production, antagonistes ou non et des rôles composites. Certains groupes dépendent de capitaux ou de biens sinon les deux. Ils exercent en même temps des degrés de contrôle diversifiés sur l'organisation du travail salarié et bénéficient d'une part de sa plus-value. D'autres groupes mobilisent des capitaux ou des compétences scientifiques et techniques, sans pour autant recourir au travail salarié, ou en l'utilisant à une échelle restreinte qui ne mène pas à une accumulation de capital. D'où selon la recherche, des formes différenciées de conscience de soi qui rapprochent certains groupes des strates capitalistes alors que d'autres seraient plus proches de la conscience ouvrière (Abdal-Mo'ti, 2002 : 298). Là aussi le résultat retenu est l'élargissement des positions médianes, conforté par les données du CAPMAS (Central Agency for Population, Mobilization and Statistics) ; entre 1976 et 1996, la proportion des professions techniques, scientifiques, directeurs, gestionnaires, clercs, travailleurs dans la vente, les services, et propriétaires agricoles de 3 à 5 feddans, serait passée de 34% de la population à 42%.

Quant à la place future des positions médianes, elle varie en fonction des cinq scénarios (scénarios de référence, capitaliste, socialiste, islamique, et scénario du front populaire). Il importe pourtant de relever qu'au nombre des résultats, les dites positions médianes seraient amenées à occuper des places centrales dans les deux scénarios islamique et socialiste.

Peut-être faudrait-il s'interroger également la qualité de vie des classes moyennes et la mesure dans laquelle elle a été affectée par les changements socio-économiques et politiques de la dernière décennie. Au cœur de ceux-ci figure de toute évidence le recul du rôle de l'État. Cela, même les tenants de l'hypothèse de l'accroissement des classes moyennes, le reconnaissent et en soulignent les effets, notamment pour ce qui est de la subvention de certains produits et services et pour l'embauche des diplômés. La classe moyenne étant la première à subir les effets négatifs du recul de l'État, on voit mal comment elle aurait poursuivi son accroissement.

Quoi qu'il en soit, et plus importante que la question de la taille, demeure celle de l'efficacité des rôles politiques et sociaux attribués à la classe moyenne. Sur ce point aussi les analyses divergent. Certaines estiment que la

diversité et le caractère hétéroclite de la classe moyenne ne peuvent en faire une classe unifiée porteuse d'intérêts communs. Elle est par conséquent incapable de produire des formes de représentation politique analogue à celles des classes ouvrières ou capitalistes. Au regard de ses divisions internes, tout évocation d'une conscience de soi des classes moyennes ou d'un rôle politique, relève du mythe (Shawqi & Soliman, 1998 : 76). Inversement, d'autres lectures font le lien entre classe moyenne égyptienne et démocratisation ; référence est faite plus précisément au mouvement Kefaya (Assez, depuis 2004 mouvement de contestation du régime Moubarak) et l'idée plus générale est qu'une présence plus affirmée de la classe moyenne, renforcerait le potentiel oppositionnel. Dans le même ordre d'idée, des recherches font le lien entre classe moyenne et consolidation du mouvement de défense des droits de l'homme en Égypte, en dépit des crises auquel fait face celui-ci. Est souligné également le lien qu'entreprendraient les classes moyennes avec l'élargissement des syndicats professionnels ; ces derniers étant pour une grande part sous le contrôle d'activistes islamistes, c'est enfin une piste d'analyse supplémentaire qui suggère d'examiner les liens entre classes moyennes urbaines et mouvement des Frères musulmans. Reste que si toutes les études s'accordent à identifier la faiblesse du rôle politique des classes moyennes, toutes parient sur le rôle que celles-ci seraient amenées à jouer dans le futur.

Nafissa Hassan

De la comparaison avec la condition de ceux du bas et ceux du haut

Ceux d'en haut, d'en bas, d'à côté... c'est ainsi également qu'on se définit ; par l'engagement objectif dans les rapports sociaux avec « autrui », par les lieux, les terrains et les interactions qui réunissent ceux que tout sépare : « Il n'est pas jusqu'à l'expérience de la position occupée dans le macrocosme social qui ne soit déterminée ou, au moins, altérée par l'effet directement éprouvé des interactions sociales à l'intérieur de ces microcosmes sociaux, bureau, atelier, petite entreprise, voisinage et aussi famille étendue » (Bourdieu, 1993 : 10-11). Il est également question de la perspective à partir de laquelle on observe : tout changement de perspective pouvant entraîner un changement dans ce que l'on croit voir. Rajouter à cela les vues rétrospectives : les entretiens engageant des retours aux origines ou mesures des distances parcourues. A travers leurs itinéraires recomposés, les dires des intéressés renseignent sur la manière dont eux-mêmes perçoivent leur changement de position à travers le temps et les « effets de miroir » propres à chaque moment. Il est question d'une pratique ordinaire du comparatisme. Que voit-on, et où se place-t-on pour voir ? Et comment dès lors dire la révolte, l'admiration, l'envie ou l'ennui ?

Une définition en creux, c'est ce qu'on peut dire des nostalgiques de la classe ouvrière. Notamment quand

il s'agit de Samira, une ingénieure en retraite anticipée, dont le destin est intimement lié au bassin industriel de Hilwan; banlieue résidentielle célèbre par ses eaux thermiques, c'est à partir des années 1950 un des hauts-lieux de l'industrie, un bastion ouvrier et un espace de déploiement des politiques sociales, en matière de logement ouvrier notamment. C'est là qu'habite Samira, veuve d'un militant syndical célèbre, et ingénieure dans une usine de textile du secteur public. C'est sur cette toile de fond, passablement délabrée – les privatisations sont passées par là – qu'il faut situer ses propos sur la classe ouvrière. D'une part, l'identité ouvrière qu'elle découvre à l'usine ne peut être confondue avec les figures du populaire :

Samira : J'ai aussi travaillé dans une école privée secondaire et bien sûr ça n'a rien donné, une école secondaire, dans un quartier populaire, secondaire pour garçons, dans un quartier populaire, tous bien costauds, l'âge aussi, de vrais bagarreurs ; j'ai senti que pour moi ce ne sera possible. J'ai passé un mois à peu près et j'ai pas pu aller plus loin.

De l'autre, comme on peut le voir dans ce qui suit, une admiration qui à aucun moment ne se confond avec de l'identification: Samira est bien un «cadre» :

Samira : Il y avait dans la Société, une bande fabuleuse de leaders ouvriers, fabuleux pas à l'échelle de la Société ou de Hilwan uniquement, même au niveau de l'Égypte toute entière et ceux-là, ils m'ont appris énormément. J'étais persuadée, à la fac, que mes activités et tout ça, m'avaient beaucoup appris, là j'ai découvert en apprenant auprès de ces gens-là, que je ne savais rien de rien (...) C'est que ce sont de vrais ouvriers, des vrais de vrais qui savent c'est quoi leur rôle dans la vie, ce qu'ils font dans ce monde, pas simplement des ouvriers qui besognent. Ils ont effectivement prouvé qu'ils ont un statut, une entité, des droits qu'ils ont pu obtenir, pas simplement le fait de connaître ses droits mais aussi les meilleurs moyens pour y parvenir, et en minimisant les pertes (...) Leurs droits c'est que chacun, c'est à dire, dans la première période que j'ai passée dans la Société, c'était clair pour moi qu'on est ouvrier et qu'on écrase devant le patron, eux ils considèrent qu'à partir du moment où ils ont fait leur devoir, il n'y a pas de raison pour qu'un supérieur les traite de façon pas convenable, ou leur parle n'importe comment, ne serait-ce que dire « eh le mec là ! » ou « toi là-bas ! », ou des trucs de ce genre. Ils savent très bien préserver leur dignité, ça, je l'ai constaté depuis le début, même les ouvriers au bas de l'échelle, les très petits, même ceux qui font le nettoyage. C'est fou ce qu'on peut le ressentir, le sentiment de la dignité et la conscience de soi, parce que pour eux, la Société est autant à nous qu'elle est à toi. C'est la première chose que j'ai

apprise et ça m'a surpris (...) Là les ouvriers de la Société, c'est franchement différent; la dignité, le respect de soi, le sentiment qu'ils ont de, vraiment, faire quelque chose.

En même temps, l'intérêt inouï qu'ils portent à leurs machines; ça non plus je n'imaginai pas; je croyais que, bon, chacun est debout derrière sa machine, il fait son travail et s'en va quand c'est terminé, ça y est. Ma surprise, c'est que chacun, dès qu'il arrive, si c'est l'équipe du matin, fait briller sa machine comme un sous neuf, j'ai senti comme un lien fabuleux entre l'ouvrier et la machine; si le contre-maitre lui demande de la laisser et de s'occuper de la machine d'un collègue absent, ou qu'elle ne va pas fonctionner pour une raison ou une autre, on dirait que c'est la fin du monde pour eux, cette machine-là, c'est la sienne. Et ils se mettent à argumenter: « c'est que elle me connaît, je sais comment la faire fonctionner, je connais son défaut et comment faire avec. » Donc, j'ai ressenti ce lien entre les ouvriers et les machines. J'ai aussi ressenti l'effort de production, que la production soit de qualité, qu'on ne dise pas après tous leurs efforts qu'il y a un défaut ou un problème.

Ça c'était au début bien sûr, quand j'ai été nommée à la Société. Par la suite, tout ça a complètement changé, ça s'est dégradé. Ils étaient fiers de leur travail, de leurs machines, de la Société, de ses bus de ramassage, je ressentais un lien très fort, entre les gens et l'usine, ou la Société toute entière, avec sa production, ses machines, ses bus, ses murs, ses robinets, ses toilettes, son carrelage: tout ce que tu peux imaginer dans la Société, l'ouvrier est en lien avec, et vice versa, je sais pas comment. C'est un sentiment très étrange... au moment où j'ai commencé à travailler là-dedans, les gens que tu rencontres, tu sens que c'est des leaders naturels, leaders par nature. Même devant sa machine, il rassemble les gens autour de lui. En même temps, j'ai le sentiment que personne ne laissait tomber ses droits: ses congés, il les prend, son salaire, il le touche, sa prime de repas aussi, et dans l'ensemble, ça fait une somme correcte et qui augmente (...). Depuis que j'y suis entrée et jusqu'à mon départ, les ouvriers de la Société ont su choisir un syndicat fort qui les représente très bien et leur donne leurs droits parfaitement. Le secteur de l'industrie textile, c'était un des plus forts, un des secteurs de production les plus forts, jusque vers 1975/76 et les politiques d'ouverture économique.

Si Samira voit les ouvriers des années 1970, – une «avant-garde»? – le regard de Noha, la militante, la femme qui a fait ses choix et qui en assume les conséquences, se porte sur les «victimes»: les pauvres et les démunis

des années 2000. Tout laisse à penser que les effets de contexte sont pour beaucoup dans les regards différents. Inversement, il semble que ces derniers participent tout autant de la construction des contextes. Quoi qu'il en soit, il y a là à réfléchir sur la complexité du binôme « misérabilisme / populisme ».

Noha : Dans ma vie publique, je suis très affectée, et ça me déprime bien sûr, les problèmes des gens. Parce que les problèmes des gens, en dépit de leur simplicité... parce que les gens qu'est-ce qu'ils souhaitent ? Une maison, de l'argent pour vivre ; même ça, ça n'est pas permis pour beaucoup de gens. C'est-à-dire que quand je vais au travail et que je trouve une ouvrière qui pleure, en début d'année parce que son mari reste à la maison, il est intérimaire, un jour, il a du boulot, les autres jours, non, alors c'est elle qui travaille pour subvenir aux besoins des enfants, elle a quatre enfants qui sont à l'école, l'école publique... elle ne peut pas faire face aux dépenses de l'école et elle pense à se suicider, alors moi, c'est forcé que ça m'affecte. Je veux dire, quand on voit des gens dormir dans la rue, en plein hiver, et les enfants qui errent dans les rues, qui vendent des choses et qui vont pieds nus, toutes ces choses là...

Même si moi, maintenant, je suis matériellement à l'aise et sans trop de problèmes, évidemment que quand je vis dans un milieu ou dans une société dans lesquels les gens sont aussi épuisés, aussi mal, alors c'est forcé que je sois soucieuse et angoissée, parce qu'aussi, la solution n'est pas de faire l'aumône, de donner un peu ou de faire de la bienfaisance. . ça, ce n'est pas la solution, la solution c'est qu'il y ait une vraie justice sociale, qu'il n'y ait plus d'exploitation, qu'il n'y ait plus d'enfants qui ne trouvent pas à manger et qui ne puissent pas aller à l'école, parce qu'ils travaillent, qu'il n'y ait plus de pauvreté (...)

(...) J'ai travaillé un moment à Ezbet al-Haghanna (un quartier informel du Caire) dans un des centres qui s'en occupent aujourd'hui, la société civile, quoi, un centre de la société civile. La quantité de gens, d'enfants qui travaillent dans des ateliers et fours à pain, qui ne vont pas à l'école ou qui quittent l'école, est immense, c'est très effrayant. La quantité de femmes qui ont des maladies graves et ne trouvent pas à se soigner ; celle des hommes qui n'ont pas de travail et qui prennent des drogues, pareil. Je pense que si nous étions dans une société où il n'y a pas d'exploitation, une société où il y a de l'équité, et dans laquelle tous les gens puissent trouver du travail sans avoir de piston, s'il y avait un vrai développement, alors je pense qu'un tel quartier n'existerait pas du tout en Egypte. Il y a un million de gens, à Ezbet al-Haghanna, il y a un million

de personnes, en plus de Bulaq ou d'autres endroits, c'est-à-dire qu'il y a beaucoup d'endroits affreux en Egypte, et ça c'est seulement au Caire, regarde le Sa'id (la Haute Egypte), les villages du Sa'id et les villages du Delta il y a une quantité effrayante de pauvres (...)

L'impératif éthique s'inscrit dans le quotidien de Noha ; façon d'accorder gestes et principes.

Noha : C'est sûr quand je vois des journaliers chez nous au musée, quand parfois le directeur leur dit qu'il va leur supprimer une journée après qu'ils aient travaillé cette journée-là, et eux ils sont payés à la journée, évidemment, je prends leur parti, et je peux menacer de fermer ma salle... Quand tu ouvres une salle où il y a des antiquités et que tu ne travailles pas dedans, alors moi je fais partie des responsables, le comité est composé de tant de personnes et ça leur plaît pas que je sois du côté des ouvriers (...). je pense que lorsque je trouve quelqu'un qui humilie quelqu'un d'autre et que je peux faire quelque chose, je le fais, je ne pense pas être quelqu'un de négatif.

A un quart de siècle de distance, Samira et Noha, dont on vient de lire les propos, sont issues d'un même creuset : le militantisme étudiant. Expérience décisive sans doute, porteuse de traces plus ou moins durables, mais expérience exceptionnelle également. Pour qui ne l'aurait pas vécue, les autres, ce peut être aussi les pairs, ceux de son âge, qui n'ont pas pu avoir de travail parce qu'ils n'ont pas eu de piston. Ces autres-là, qui vous définissent, en creux, qui vous donnent une identité de privilégié, qui vous distinguent, alors que tout (âge, milieu d'origine) vous rassemble. Si les autres que voit Noha la renvoient à sa responsabilité, les autres que voit Zahraa la renvoient à son statut de privilégiée : elle a un travail.

Zahraa : Le problème c'est notre génération, je veux dire, nos pères nous ont éduqués, aujourd'hui, nous on se dit « si seulement ils ne nous avaient pas donné une éducation », c'est-à-dire que les enfants sont formés, mais ils se disent : « ah si au départ j'avais appris un métier ! J'aurais été aujourd'hui beaucoup mieux. » Parce qu'après, ils ont leurs diplômes, ils vont se débrouiller comment ? Ils ne sont pas habitués à la débrouillardise.

Un jeune, aujourd'hui, s'il n'avait pas eu de diplômes, il serait mieux ?

Zahraa : ç'aurait été mieux pour lui, oui, aujourd'hui, il y en a beaucoup qui se disent ça : « Ah si je n'avais pas été à la fac et si j'avais travaillé, et que j'avais commencé jeune... ç'aurait été mieux que de rester à la maison... » Bien sûr, aujourd'hui, il dort tout la journée, et il reste assis là, la tête dans les mains, et les problèmes sont nombreux... De manière générale, dans

mon travail, chacun me disait : « Un tel n'a pas de boulot, il reste à la maison ». Que ce soit un de mes camarades, ou que ce soit un collègue...

Mon Dieu, chacune, chacun parle et donne des nouvelles des uns et des autres. Quand une personne croise une autre et qu'elle lui demande des nouvelles d'un tel, elle lui répond : « Je viens de me disputer avec un tel, mais je lui pardonne, parce qu'il est diplômé de commerce, il passe ses journées à dormir, parce que, malgré lui, il ne trouve pas de travail. Alors il veille toute la nuit, ne sachant pas quoi faire, du coup, il dort toute la journée pour tuer le temps. Bien sûr moi je ne peux rien lui dire, eh oui, je suis fâché mais il est excusable, il vaut mieux qu'il dorme au moins, il passe le temps plutôt qu'il ne déprime ou qu'il ne devienne délinquant ou quoi, ou qu'est-ce »...

Les jeunes qui ne trouvent pas de travail, qu'est-ce qu'ils font de leur temps, il y en a qui dorment et les autres ils font quoi ?

Zahraa : La majorité restent au café, ils draguent. Il y a en a qui dévient, qui se droguent pour faire l'expérience ou pour passer le temps (...)

Regarder vers le bas pour se donner du courage, c'est le procédé auquel a recours Moustafa. De par son métier d'enseignant, dans les écoles privées, ou mieux quand il va donner son cours particulier à un « gosse de riche », il est forcément dans un rapport étroit, marchand et inégal avec ces autres, qui pour être à l'aise, n'en sont pas forcément plus heureux.

Moustafa : De l'égalité, non, il n'y en a pas, bien sûr. Il y a la classe très élevée, la classe aristocratique, quoi... Et puis, il y a la classe intermédiaire, la classe moyenne, et enfin, la classe de la grande pauvreté. (...) Cela nous amène à la question de la satisfaction. Moi, par exemple, je suis satisfait de ce que j'ai, à l'âge que j'ai, je me contente de mon salaire. Je me fatigue ou je ressens la fatigue quand je constate que mon labeur ne me porte pas vers le meilleur. Alors, je regarde ce qui est inférieur à moi, pas ce qui est meilleur, enfin, pour les choses matérielles, s'entend, pas pour la culture. S'agissant de me cultiver, je cherche toujours ce qu'il y a de mieux. Dieu merci, d'année en année, je fais les choses de mieux en mieux. Il y a une Tradition du Prophète selon laquelle il faut regarder celui qui est moins bien loti plutôt que celui qui est plus à l'aise, sans quoi l'on devient frustré. Je veux dire, si je vois quelqu'un qui monte dans une belle voiture, une Mercedes, ou si je m'arrête aux appartements dans lesquels j'ai pu entrer, ces appartements luxueux, je finirai par me fatiguer, par être angoissé et à accumuler de la rancœur, par envie les gens. Bien sûr, cela, c'est harâm, c'est un péché dans la religion que d'être rancunier ou de jalouser quelqu'un parce qu'il a un bel

appartement, situé dans un beau quartier. Mais bon, ça dépend des gens.

(...) Au début, j'étais émerveillé, quand j'allais donner des cours à la fille de l'ambassadeur (du Qatar), ou à la fille de tel acteur ou tel chanteur, ou untel et untel... Par la suite, je me suis rendu compte qu'ils sont comme tout le monde. Je veux dire, il n'y a pas de différence. Au contraire, une personne modeste ou moyenne, c'est-à-dire celui qui a des conditions matérielles intermédiaires, est mieux qu'eux. D'accord, ils vivent dans de grands appartements, ou dans une villa avec une femme de ménage et un serviteur, mais j'ai l'impression qu'ils ne sont pas tranquilles, psychologiquement, ou qu'ils ne sont pas...

Bref, au début, j'étais tout émerveillé et plutôt fier d'aller donner des cours à la fille d'un ambassadeur ou chez tel ou tel chanteur ou comédien. Mais, à présent, normal, quoi ! Même quand il me salue, je le salue de manière normale. A présent, je n'ai plus ce grand émerveillement du début, quand je le rencontrais ou quand il me saluait. Eux aussi font des erreurs et eux aussi ont leurs défauts.

Apaisé, le regard de Moustafa ? Par le haut et par le bas tout à la fois, Amal, la plus à l'aise dans le corpus de 1976, toute à sa peur du déclassement (cf. supra), semble travaillée d'une double inquiétude.

Al-Tali'a : Tu es une famille moyenne qui a des difficultés à joindre les deux bouts. Qu'est-ce que tu penses des gens et des familles qui ont moins que le salaire minimum ou 10 livres ?

Amal : Ils ne se contentent pas de cette somme. En fait, sa femme fait n'importe quel boulot, ménages, lessives... il met ses enfants au travail chez un repasseur, un artisan. Ça, je ne peux pas calculer crayon en main. Les 10 livres, ça permet d'acheter du pain pour le mois... il ne peut ni loger ni instruire ses enfants ; même pas le pain en fait.

Al-Tali'a : Je veux te poser une autre question. Tu dis que tu es d'une famille moyenne et que tu es énormément affectée par l'augmentation des prix. Si une famille composée d'un médecin et de son épouse qui a un Master, estime avoir des difficultés, quelles sont alors les catégories et les classes qui ne souffrent pas ?

Amal : La catégorie des commerçants est à l'aise... les boutiques de chaussures, de vêtements. Je sens que ces gens qui sont dans le commerce, ont de l'argent ; ils gagnent et s'enrichissent outrageusement.

Al-Tali'a : Quand est-ce qu'elle apparaît, cette classe ?

Amal : Je ne sais pas, mais je les ai repérés ces cinq dernières années.

Al-Tali'a : Avant ou après la défaite de 1967, avant ou après la guerre de 1973 ?⁵

Amal : Après la défaite.

La revanche symbolique de ceux d'en bas peut prendre d'autres nuances. Samir qui selon ses dires est parvenu à se hisser chez ceux du milieu, insiste sur les avantages comparatifs du pauvre et méritant

Samir : Je suis rentré à l'école publique, j'avais six ans, et j'ai pu constater les différences avec les autres milieux; mon père n'était pas fonctionnaire, ma mère faisait des boulots, je ne pouvais pas dire: « Je veux ci, je veux ça ». A l'école, certains étaient bien habillés; moi aussi, j'étais bien habillé mais pas tant que ça, en fait... Ils avaient de l'argent de poche à dépenser, plein. Autrefois, cinquante piastres, c'était beaucoup, moi j'en avais pas dix, cinq, voire pas du tout quelques fois. Ça vous marque sans doute, l'enfance et tout ça; c'est à partir de là que j'ai cherché à devenir autre chose. J'essayais de bien étudier et de répondre aux questions à l'école; les autres me regardaient de façon bizarre: « Celui-là il est pauvre, comment il fait? Comment elle est faite sa tête? Nous on a des tonnes de trucs, papa a une voiture et ci et ça, pourquoi on n'est pas comme lui? » C'était de la rancœur enfantine, même les enfants, mais c'est une rancœur pas méchante, pas comme celle des grands, bref, je n'ai pas polarisé mon attention sur tout ça, mais le moral n'était pas terrible.

Éléments de la philosophie sociale des classes moyennes

Muhammad 'Umar le soulignait déjà au début du XX^e siècle, la « classe moyenne » est la plus difficile à identifier et à définir dans la mesure où elle ne se définit pas par des statuts ou un niveau de revenus, mais par des rôles et des fonctions, qui sont ce qui fait advenir et perdurer la société, et qu'elle réussit ou échoue à mettre en œuvre, ou plus précisément, par ce que ses contours sont tracés par la *compétition* pour l'exercice de ces rôles et de ces fonctions entre ses différentes composantes potentielles. Ajoutons, et cela n'est certes pas indifférent, eu égard au propos même de notre enquête sur les *Soucis du citoyen*, que, de toutes les classes sociales, elle est celle qui a le plus de mal à s'auto-définir et à

5. En 1967, la guerre contre Israël mène à l'occupation des territoires palestiniens et d'une partie du territoire égyptien par Israël et la défaite n'est pas que militaire. S'en suivent des recompositions politiques et économiques, dont la visibilité nouvelle de ce qu'on appelle la « nouvelles classe » enrichie à l'ombre de la bureaucratie. En 1973, l'offensive menée par l'Égypte, ouvre la voie pour une paix négociée. Là aussi suivront des changements internes majeures, au centre

desquelles la politique dite d'ouverture économique et de nouvelles formes d'enrichissement.

s'auto-identifier, dans la mesure où, à la différence des « riches » ou des « pauvres », états par rapport auxquels il est toujours possible de spécifier des indices « objectifs », il lui faut toujours prouver le mouvement en marchant : c'est elle qui fait advenir les rôles qui la constituent et c'est elle qui pose les critères d'évaluation de ses propres performances (Roussillon, 1995).

Historiquement, son émergence est indissolublement liée à celle de la « modernité », dans la mesure où, précisément, celle-ci peut être définie comme la prise en charge par la collectivité – par l'Etat – de nouveaux rôles et de nouvelles fonctions... – initiative économique, équipement, organisation du territoire, éducation, information – qui ne se limitent plus à la défense des frontières, au maintien de l'ordre public et à la surveillance des poids et mesures, ou au commandement du bien et au pourchas du mal ou au maintien des conditions minimales pour l'exercice du culte.

D'où les paradoxes, voire les apories que donnent à voir tant le processus de production et de reproduction de ladite « classe moyenne » que les tentatives d'en dessiner les contours ou d'en saisir les habitus, paradoxes et apories qui font de cette catégorie du discours des acteurs autant que de celui de leurs analystes, une sorte d'oxymoron de la sociologie, comme la « société civile » en est un pour la science politique :

- **instabilité de la classe moyenne**: *upper* ou *lower*, le plus souvent déclinée au pluriel, c'est paradoxalement le milieu de la *middle class*, les classes moyennes moyennes, si l'on veut, qui apparaît comme le plus instable et le plus insaisissable, ce qui renvoie tout à la fois à l'irrésistible propension de ses membres à s'élever dans la structure et la hiérarchie sociales, eux-mêmes ou au bénéfice de leur progéniture, c'est-à-dire à en sortir et, implicitement, à se tourner contre elle, voire à les exploiter, ou, à l'inverse, à l'entropie sociale qui les condamne à voir irrémédiablement se dégrader leurs conditions de vie et l'image qu'ils ont d'eux-mêmes. Le paradoxe est peut-être ici que cette instabilité chronique, cette insatisfaction endémique, qui désignent en creux l'*intérêt général* – « moyen » précisément – comme la dimension même, l'horizon de leur épanouissement.
- **La classe moyenne comme lieu et sujet d'une responsabilité collective** – encore une fois l'intérêt général, qu'elle échoue le plus souvent à assumer ou à pérenniser : elle se révèle incapable de défendre ses acquis qui sont ceux de la société elle-même et qu'elle est la seule à pouvoir porter. Des acquis par ailleurs le plus souvent attaqués par des transfuges de ses rangs, par le haut – au bénéfice des intérêts de la classe dirigeant-exploiteuse –, mais aussi par le bas – abandon ou perversion de ses valeurs et critères d'accomplissement. Un échec indissolublement moral et politique à faire prévaloir ses valeurs et à donner à celle-ci une traduction politique.

- **La classe moyenne en perspective historique** – *Umma wusta* (la communauté du milieu): dans la représentation qu'elle a d'elle-même, l'existence et les aspirations de la classe moyenne sont liées aux origines, au pacte fondateur, que celui-ci soit mythique (la réception d'une révélation) ou historique (une révolution) qui assignent l'identité de la collectivité en même temps que la sienne propre. Elle seule est capable de garantir la continuité rétrospective et prospective dudit pacte en empêchant qu'il ne soit confisqué ou détourné par des intérêts particuliers. C'est ce qui fait que la perte de sa centralité et de sa capacité à en énoncer les termes est irrémédiablement une perte du sens: corruption, démagogie, anomie.
- **Une totalisation problématique:** dès lors que ses habitus et ses aspirations ne sont plus identifiés à l'intérêt général, en prise sur le pacte fondateur et préfiguration de l'avenir, la crise que doivent affronter la classe moyenne et ses membres peut être analysée comme une crise de la totalisation – incapacité à faire tenir ensemble les différents aspects de son existence et de sa relation à la totalité sociale: enjeux matériels et symboliques de son positionnement social et de sa part dans la redistribution des ressources; travail et engagement; valeurs et comportements...

Alain Roussillon

Les piliers fragiles de la condition sociale moyenne

Si l'on se penche à présent, sur ce qui fait souci au quotidien, on récolte une sorte d'inventaire à la Perce, dans lequel s'égrènent travail, logement, mariage et retraite. Gros soucis et grandes questions s'alimentent, définissant ce qu'il est nécessaire d'avoir, d'être ou alors les renoncements. Il y est autant question de coûts que de valeurs: les premiers, matériels et inéluctables, les secondes, mises à l'épreuve, souvent revendiquées envers et contre tout, parfois abandonnées, mais toujours malmenées.

Les incertitudes sur le futur se nourrissent des insatisfactions du présent, et quand on évalue ce à quoi font face à leur tour les «jeunes», c'est toujours par rapport à sa propre trajectoire. A fortiori lorsqu'il s'agit de ses propres enfants. Dans les propos de Samira sur ses deux fils, plusieurs éléments renvoient à sa trajectoire personnelle et aux destins d'une nouvelle génération. Il y a, en guise d'élément central et partagé, la stabilité et les garanties sociales dont elle-même a bénéficié via l'embauche dans le secteur public. Il y a, aussi, l'expérience du travail comme rapport social; l'usine est un monde, et un monde plein et cela contraste avec le «vide» auquel est confronté son fils. «L'aliénation», cette catégorie qu'on croyait être le lot par excellence du monde ouvrier, fait retour, mais sous d'autres formes et appliquée à d'autres situations. La «dérégulation» du travail, notamment. Enfin, il y a la question du capital immatériel à transmettre: comment exiger de ses enfants la rigueur éthique

qu'on s'est imposé à soi-même, alors que les choses sont tellement différentes...

Samira: Ma petite famille à moi, je ne sais pas... C'est difficile d'en parler, difficile. L'un a fait Pédagogie, il est maintenant dans l'informatique; rien à voir avec ses études. L'autre a fait Communication, il travaille dans son domaine, mais c'est temporaire: il est quelquefois payé un mois sur deux... c'est exténuant... En plus, on habite très loin, quelquefois il doit passer la nuit près de son lieu de travail. C'est du 24 heures sur 24, si le collègue qui doit le relayer n'est pas là, ils sont peu nombreux... ils mettent du monde dehors, de plus en plus de travail et de plus en plus de pressions (...). Il est à la Cité de l'audiovisuel, la distance est énorme, avec beaucoup d'heures de travail et de transport. Ça rend les choses difficiles, en plus il y a beaucoup de déplacements à l'extérieur, ça fait un problème de plus, et comme je le disais, il est payé de manière aléatoire. Un mois oui, deux ou trois mois non; et quand il est payé ça peut être le 1er, le 15 pour le mois d'après, le 20; des fois, c'est reporté sur le mois suivant. Bref le secteur privé, quoi. L'autre ça va, grâce à Dieu! Mais il a un autre problème, c'est ses ambitions beaucoup trop grandes. Il veut grimper tout de suite, et ça c'est difficile. Mais enfin, ils sont bien tous les deux et respectés (...).

Bon, les enfants travaillent grâce à Dieu, pas exactement ce qu'ils espéraient mais, bon, ils ont trouvé du travail; mais l'un d'eux a des problèmes; d'abord, la distance et ensuite les conditions elles-mêmes, très désagréables: ils peuvent lui verser son salaire ou pas, rien ne prouve qu'il travaille pour eux, et si ça leur prend de lui dire «qu'est-ce que tu viens fabriquer ici», il ne peut pas dire «je travaille chez vous» (...). Aucun papier, rien; juste un laissez-passer pour que les types de la sécurité le laissent rentrer, c'est tout. Ni assurances, ni syndicat; t'as l'impression qu'il est lâché tout seul comme ça, et ça, c'est tragique. Je n'arrive pas à imaginer, je n'arrive pas à imaginer comment ils peuvent travailler dans ces conditions, des tout jeunes qui commencent leurs vies comme ça; c'est très difficile; en plus, tu lui demandes: «Ton salaire? Pourquoi tu ne te renseignes pas?» Et il me répond: «Me renseigner auprès de qui?» Ils lui ont filé une carte pour retirer son salaire au distributeur, son compte est vide et personne à qui demander; il est dans un quasi-pénitencier (...). Il ne voit personne et ne traite avec personne; les conditions de travail des jeunes sont nocives et fatigantes (...). Moi, je ne me sens pas très bien et je fais pression sur eux; je veux tout le temps les mettre sur le droit chemin et c'est difficile par les temps qui courent. Mes principes d'éducation, ça ne marche pas aujourd'hui, impossible (...).

Avec cette façon d'entrer en contact avec le travail, les gens, la société, c'est impossible; impossible qu'ils gardent les valeurs qu'on leur a inculquées quand ils étaient tout jeunes. Quand j'ai perdu leur père, j'étais persuadée qu'il fallait d'autant plus préserver ce qu'on a fait, et au final ça fait plus de pression et je les fatigue (...) Au final, les jeunes, malheureusement, ne savent pas de quoi est fait demain; si tu demandes à mon fils à quoi il pense pour demain, il te dira: «Je ne sais pas», alors qu'il travaille déjà. Imagines un peu, des gens qui ont étudié et obtenu leur diplôme. Nous, on étudiait et on était pressé d'en finir avec les études, on savait qu'on serait embauché systématiquement. Imagines maintenant, un étudiant à l'université: quelle motivation pour finir? Pourquoi se presser, il va rester dans le même... il se tue à chercher un travail, son père ne peut pas le sentir, sa mère n'arrête pas de lui dire: «Trouve-toi un truc à faire!», son père n'en peut plus des dépenses, il a déjà assuré les études, imagine un peu l'état psychologique... Au chômage, pas grand chose à faire, comment veux-tu qu'il s'enthousiasme pour quoi que ce soit? Tu imagines qu'on puisse s'engager dans une cause qu'on n'a aucun espoir? Il va te dire tout simplement: «Moubarak ou un autre, on s'en fout!» La plupart des jeunes aujourd'hui n'ont pas de carte électorale, alors qu'il suffit de passer la récupérer au commissariat ...

Stigmatisation et compassion pour Moustafa qui mène de front une même activité d'enseignant modulée de trois manières sur la semaine de travail (des cours particuliers, et un enseignement dans deux établissements privés); culpabiliser les jeunes qui attendent trop de l'Etat et s'en prendre à l'Etat qui ne fait rien pour les jeunes.

Moustafa: Et puis, il y a le chômage aussi. Beaucoup de jeunes sortent de l'université et ne trouvent pas de travail. Avant, dès qu'on sortait de la fac, on était titularisé. Par exemple, mon frère sort de la faculté de Pédagogie, que j'ai faite aussi après l'Institut. Or, ils ont supprimé l'embauche systématique; avec son diplôme, ils devraient le prendre tout de suite comme prof de science. Mon frère donne des cours ici et là tant qu'il n'a pas de poste et gagne 3 £E par cours. 2 £E par cours, que dalle!! Dans la journée, il gagne 10 £E, c'est n'importe quoi! Alors il veut s'exiler pour trouver un meilleur emploi, dans un meilleur endroit. On ne titularise plus, qu'est-ce qu'il peut bien faire d'autre??

Le chômage, c'est certainement une des choses dont les gens souffrent le plus. Il n'y a pas de travail. Les jeunes sortent de l'université et restent à la maison. Et c'est le père qui subvient à leurs besoins.

C'est l'un des défauts de la jeunesse d'aujourd'hui. Ils sont exigeants et veulent un bureau, une secrétaire ou que sais-je encore... ils ne devraient pas attendre de l'Etat. Ils restent à la maison et attendent l'argent de poche de Papa ou de Maman. Or, ils devraient chercher le meilleur pour eux-mêmes, ils devraient chercher un travail. Et il n'y a pas de honte à travailler dans une boutique, dans un restaurant, dans une boulangerie ou dans un hôtel. Tant que c'est un emploi honorable, et pas de l'argent sale, ça, c'est comme le chômage (...). Aujourd'hui, avec la montée des prix, le coût des transports et du logement, les jeunes prennent leurs diplômes et doivent rester à la maison jusqu'après la trentaine avant de se marier. Ils ne peuvent pas acheter d'appartement, par exemple, ou ne trouve pas de location. Si l'Etat construisait des logements sociaux dans les nouvelles villes, il y en a beaucoup mais ça ne suffit pas. La population augmente aussi.

S'assumer n'est pas synonyme de décohabiter, mais viennent des moments ou des situations où, avoir son propre toit commande tout le reste. Le logement est un gros poste de dépenses, d'autant plus important que, matériellement, il influe sur les modes de vie, en étant une des causes de la pluriactivité et que, symboliquement, il détermine le niveau de vie et la position sociale. Habiter un quartier correct est essentiel pour une femme qui vit séparée de son mari, comme Noha, qui, s'assurant seule et devant payer son loyer a toujours multiplié les emplois.

Noha: J'ai eu d'autres emplois parce que je dois me prendre en charge, je suis séparée de ma famille et je vis seule, alors j'ai besoin d'argent pour payer le loyer, pour manger, pour boire, pour m'habiller... J'ai travaillé comme journaliste, dans la poterie, j'ai donné des cours à des enfants, j'ai fait du baby-sitting, des trucs comme ça, quoi... J'ai fait beaucoup de choses. Maintenant, je travaille au Musée () et c'est tout, parfois je travaille dans d'autres trucs, dans les associations de la société civile, je travaille dans le capacity building, des trucs comme ça, quoi (...) Mes soucis sont les soucis des gens en général, je suis quelqu'un d'ordinaire en fin de compte (rires)... C'est-à-dire que l'augmentation des prix c'est quelque chose de très difficile, je veux dire que moi, par exemple, une très grande partie de mes soucis c'est que je loue un appartement, selon la nouvelle loi, et je paie, environ, un peu plus de 350 £E par mois, alors que mon salaire, au musée, si on compte tout, les primes et tout, péniblement ça fait 500 £E. Je suis constamment dans la situation d'un acrobate, je dois épargner pour ce loyer, ce qui fait que j'ai toujours un travail l'après-midi. Quand je n'ai pas de travail l'après-midi, j'angoisse; bon comment je vais faire pour payer ce loyer...

alors, forcément, j'entre dans des histoires d'emprunt; ça c'est un poids très important pour moi, c'est-à-dire que quand je n'ai pas de travail, ou que je sens que mon argent ne suffira pas, et que j'emprunte, ça me détruit psychologiquement.

Le jeune couple que va très prochainement former Zahraa avec son fiancé, est lui aussi, confronté à la question du logement. La seule solution qu'ils aient trouvée est de louer un appartement, une démarché risquée mais nécessaire.

Zahraa: Et même qu'on va louer un appartement et on ne va pas acheter parce qu'on ne peut pas. Si on devait attendre de pouvoir acheter un appartement, on attendrait peut-être cinq ans, et moi je ne suis pas prête pour ça, parce que moi aussi, je veux dire, il est normal que tout jeune ait envie de vivre des sentiments tendres et beaux et nous on ne veut rien faire qui soit péché, nous on veut plaire à Dieu, satisfaire Dieu en étant dans le droit chemin, qu'on soit marié.

La location c'est quelque chose qui résout le problème ou est-ce que de ton point de vue c'est quelque chose de provisoire ?

Zahraa: C'est une chose provisoire mais qui a résolu le problème, enfin, qui a résolu le problème de manière provisoire (...). Je veux que ça se fasse vite et je suis convaincue que Dieu va nous aider inshallah, c'est à dire, oui, c'est vrai que c'est une location, c'est un risque mais qui peut garantir sa journée ou garantir sa vie, alors nous on va s'en remettre à Dieu, enfin, Dieu y pourvoira, inshallah

Bon, pour ce qui est de la location, la valeur est de combien par mois ?

Zahraa: Environ 300 £E

Et la durée du contrat ?

Zahraa: C'est selon, il y a des gens qui le font pour un an, d'autres pour deux ans, en fonction de l'endroit, en fonction de l'accord avec le propriétaire, nous on verra... Nous bien sûr, inshallah, on va essayer d'avoir une période plus longue, ce sera mieux, il faut que ce soit 5 ans pas moins, mais si on ne trouve pas, ou si on trouve pour moins de temps que ça, il faut que... la situation économique soit meilleure. Dans le temps, tu entendais dire qu'il y avait trois niveaux, actuellement, il y a en a deux: il y a ceux qui sont très haut et il y a les gens qui ont des revenus très limités, il n'y a pas de milieu, tu ne trouves plus de milieu, il y a bien entendu les grands capitalistes qui « mangent » le marché, qui sont les rois et les autres (...).

On aura compris qu'accéder à un logement est un des principaux obstacles auxquels se heurtent ceux et celles

qui cherchent à fonder un foyer; se marier est une course aux obstacles. Assorties de conditions d'abord matérielles, le mariage devient un horizon de plus en plus lointain pour les jeunes soumis aux aléas et aux difficultés du marché du travail. Le recul de l'âge du mariage s'explique aussi par d'autres raisons, notamment par l'amélioration du niveau éducatif des jeunes femmes et leur participation croissante au marché du travail. Les diplômes obtenus par une jeune femme sont autant d'arguments exerçant une pression à la hausse sur sa « cote » sur le marché matrimonial. On conçoit dès lors que les exigences matérielles des parents d'une jeune diplômée soient encore plus difficiles à satisfaire pour un jeune. Confrontés aux difficultés, les jeunes couples peuvent négocier avec les normes et revoir les exigences à la baisse.

Zahraa: Mon fiancé est un collègue de l'entreprise où j'étais avant, il est diplômé de commerce et il travaille dans la comptabilité, je veux dire, on est collègues, depuis environ 6 ans mais les choses ne se sont concrétisées que depuis un an... On espère...mais les circonstances et les comment et la situation économique...le sujet est devenu sérieux et même si lui n'est pas du genre, « j'en fais qu'à ma tête », parce qu'il est sérieux, il a peur de ne pas être à la hauteur, mais je l'ai rassuré et je lui ai dit « ne t'en fais pas, inshallah, ma famille sait très bien ce qui se passe actuellement alors ils vont renoncer à beaucoup de choses ». Ils le font parce que c'est lui, si c'était quelqu'un d'autre, ils ne feraient pas de compromis, parce qu'on ne le connaîtrait pas et à ce moment-là, on aurait pu faire dans la surenchère, mais puisque je le connais et que je connais ses sœurs et que je connais sa famille, c'est une bonne famille, et je sais que lui, jamais, il ne compromettrait qui que se soit. Oui, les conditions économiques sont dures, mais à la base c'est un fils de bonne famille, la crise est matérielle mais ce n'est pas une crise de valeurs et les gens qu'est-ce qui les intéressent sinon ça ? Eux, ce sont des gens respectables mais si c'était des gens qu'on ne connaissait pas, là il y aurait eu un problème et c'est sûr ça que je l'ai rassuré, c'est ça qui fait que mes parents me disent « bon, ça nous suffit que tu aies confiance en lui... ».

Mais course aux obstacles pour qui ? Entre garçons et filles, les responsabilités sont inégalement partagées et cela amène à des évaluations.

Zahraa: Oui, bien sûr, les femmes ce ne sont pas elles qui ont à assurer les frais du mariage, le salaire ça aide bien, mais pour ce qui est de construire quelque chose, le salaire est insuffisant.

Nesma: Moi, en tant que fille, je vois que le salaire que je touche est bon, personne ne touche un salaire aussi bon que le mien (...). C'est le

patron qui donne aux filles un salaire plus bas que celui des hommes. Supposons que le garçon a un salaire de 1000 livres, il est possible qu'il donne à la fille 800 livres. Et la fille accepte parce qu'elle voit qu'elle n'a pas beaucoup de responsabilités, je veux dire matérielles. Elle n'a pas à fournir l'appartement pour le mariage. Les 800 livres vont la faire vivre. Le garçon ne trouve pas de travail. Et le jour où il en trouve un, il ne touche que 800 livres, ou 1000 livres. Le temps qu'il fasse des économies et se prépare pour le mariage, la fille est déjà vieille fille. Est-ce que toi, tu vois une solution ?

Le salaire est une dimension subjective, il s'apprécie différemment, en fonction du sexe et des impératifs sociaux, et notamment au regard de celui du mariage. C'est surtout un facteur de poids de la pluriactivité. Notamment pour les fonctionnaires :

Zahraa : Ni bien ni mauvais, c'est-à-dire que nous, je veux dire, on touche le minimum, bien sûr. C'est comme pour tout le monde : 180 livres et ça chaque mois ça augmente, pardon, chaque année ça augmente de 10 livres. Mais on a aussi ce qu'on appelle une prime permanente, et ça c'est 400 et quelque et la prime c'est 200 et quelque, alors dans le mois je peux arriver à 700 et d'autres mois à 500, alors ça va c'est pas mal, enfin, pour moi, c'est bien. Parce que je n'ai pas à fonder un foyer, pour les hommes ce n'est pas bien, et dans mon travail les gens qui veulent fonctionner selon ce qui plaît à Dieu, ils cherchent à avoir un autre travail après les impôts.

Noha : Les salaires sont bas et sont inadéquats par rapport aux conditions de vie, ça c'est une chose dont les gens se plaignent, tous les gens en souffrent, c'est-à-dire, jusqu'à présent je ne connais pas une seule personne au musée qui n'a qu'un seul travail, tout le monde quand il sort du musée va regagner un autre travail.

La « valeur » du travail et la valeur travail, s'il en est, sont conjuguées et soumises à des critères d'évaluations multiples et quelquefois contradictoires. Y accéder d'abord : la fin de l'embauche systématique par l'Etat et la réduction des postes ouverts au concours dans la fonction publique redéfinissent le sens du chercheur d'emploi. Les capitaux sociaux qu'on est en mesure de mobiliser interviennent fortement : épilucher les petites annonces certes, mais en pratique, la règle est devenue : pas d'emploi sans réseau. Nesma dit de manière critique qu'elle a toujours eu du travail grâce à ses relations sociales et celles de ses parents. Bien qu'elle ait changé plusieurs fois d'emplois, elle ne s'est jamais trouvée dans une situation de précarité.

Nesma : Quand je suis sortie de l'Université, j'ai travaillé un moment, dans un bureau d'architecte

d'intérieur. J'ai travaillé grâce à un piston ; je n'ai pas trouvé toute seule (...) Toi, tu vois que l'endroit où tu travailles s'écroule, tu essayes de le sauver, ça ne sert à rien, alors tu essayes de trouver un autre emploi pour quand on va te dire que c'est fini, que tu ne peux plus continuer avec nous. Je voulais faire des relations pour m'assurer que le jour où je n'aurai plus ce travail, je pourrai aller ailleurs. Effectivement, j'ai fait cela dans une société qui était en face de chez nous. La fille, la secrétaire qui est avec moi dans le bureau, elle était copine du directeur de la société et aussi copine avec toutes les personnes qui travaillent dans cette société, et elle m'a pistonnée. C'était une société de travaux publics... elle n'avait rien à voir avec ma spécialité et n'avait aucune relation avec l'art, mais ils utilisaient un logiciel de dessin par ordinateur et moi je savais travailler avec ce logiciel. La secrétaire m'a pistonnée auprès du directeur pour me faire passer un examen. Effectivement il m'a embauché (...). Moi, je passais des entretiens et j'échouais souvent, je ne sais pas pour quelles raisons. C'est possible que ce que je dessine soit bon, mais il est probable que les postes où je me présente ont besoin d'une autre personnalité qui n'est pas la mienne... Je crois et j'entends les gens dire que le piston ça ne marche que si on est bon. Cela m'est arrivé pour le troisième travail. Ma mère connaît quelqu'un qui travaille dans une société de travaux publics, elle lui a dit : « ma fille a envie de travailler ». Il lui a dit : « c'est bon, demande lui de venir passer l'examen ». Mais ça n'est pas du piston, ça veut dire que c'est Dieu qui donne la réussite.

Le travail est dévalorisé, la réalisation de soi ne passe plus par là. Bien au contraire, le monde du travail, avec ce qu'il comprend d'humiliations quotidiennes, de corruption généralisée et d'insatisfaction, est cause de déprime, de dégoût.

Noha : Le travail qui est ma carrière à moi personnellement, c'est-à-dire que normalement moi, au départ, j'aime le domaine des antiquités, c'est le domaine que j'ai choisi au départ, et je suis entrée à la faculté à partir d'une vraie envie, c'est-à-dire qu'au départ j'avais envie d'étudier les antiquités, mais le système est pourri, pas simplement au niveau du musée, au niveau de toutes les institutions du pouvoir. Et ça m'apparaît très clairement au musée copte, c'est-à-dire que l'image que j'avais du travail dans ma tête est complètement différente de la réalité. A la vérité il y a un groupe de gens qui sont très actifs, qui font la majorité du travail, mais le travail ne se fait pas selon leurs visions à eux mais selon les décisions qui viennent du ministère et qui doivent être exécutées. Abstraction faite de la situation du travailleur, de si c'est bien ou pas. Et ceux qui encaissent, parce

qu'il y a des primes, ceux qui encaissent ce sont ceux qui ne travaillent pas, ce sont les grands fonctionnaires au sommet. Alors, constamment, on a l'impression de ne pas être précis, spécialiste dans son travail, on sent aussi que les antiquités vont à vau-l'eau, je ne sais pas, la personne déprime, ça c'est une chose.

Zahraa : Mon travail, au début, il était très bien, il me satisfaisait vraiment beaucoup, c'est la fonction publique, j'y étais bien et il y a des assurances, c'est quelque chose de stable et puis ton patron ne va pas, de temps en temps, s'énerver contre toi ou te faire sentir que tu es menacée...et même sans parler de patron, l'économie, aujourd'hui, va mal, une entreprise peut se créer et s'effondrer très peu de temps après, ce qui fait que tu ne peux pas être stable. Mais ça, ça a été un temps, parce qu'au bout d'un moment j'ai découvert que mon travail est d'une nature un peu délicate, c'est-à-dire nous les contrôleurs fiscaux, on a des contrôles et ça, ça fait que tu es exposée à des pressions qui peuvent influencer sur ton travail d'une manière ou d'une autre.

Nesma : Je n'aime pas mon travail actuel. J'ai 25 ans. Je devrais être mariée. S'il n'y a pas de mariage, il faut que je me réalise dans autre chose ou que je meure, et ce serait tant mieux. La deuxième chose qui permet de se réaliser, c'est le travail. Ces derniers temps, je sens que je n'arrive pas à réussir dans mon travail, est-ce que parce qu'on me demande trop de choses ? Est-ce que parce que je ne suis pas assez combative ? Est-ce qu'il y a une insuffisance chez moi ? Je ne peux pas préciser. Le grand souci est le travail et ma souffrance est quotidienne. Mais je veux te dire aussi que le travail a ses exigences (...) Il faut que tu arrives au travail à l'heure ; si tu as 10 ou 15 minutes de retard, tu as une déduction de salaire. L'encombrement. Je ne peux pas te dire à quel point j'éprouve du dépit et cela est vrai, par exemple, quand je prends le métro, dans le compartiment des femmes, les femmes se bousculent entre elles pour un siège, c'est-à-dire qu'elles se bousculent sérieusement. Pourquoi, pour un siège ? Les gens se comportent sans aucune humanité pour un siège. Franchement, ces choses là m'indisposent.

Le monde du travail, c'est également celui où règne la corruption et nos interviewés sont les observateurs privilégiés de ces milles et une malversations, de ces petits scandales et ces diverses pratiques frauduleuses qui prospèrent au sein des institutions, qu'elles soient culturelles (un musée), économiques (l'administration fiscale) ou éducatives (l'école).

Noha : Les entreprises qui s'occupent du développement et de la rénovation des musées et des

antiquités, ça c'est un gros morceau, elles ne sont pas spécialistes, elles répondent à des appels d'offre, et sur les appels d'offre, là, il y a des magouilles. Les entreprises qui obtiennent le marché sont celles qui ont des relations avec ceux d'en haut, bien que ces entreprises aient fait la preuve de leur échec flagrant dans la restauration. Par exemple, la mosquée d'al-Azhar, al-Azhar avait des entrepreneurs par exemple, mais qui ont fait main basse sur les antiquités. Donc, les entrepreneurs qu'on a pour le musée ce sont, X et Y, ils sous-traitent en cachette, par exemple, le travail du bois : nous au musée le toit est fait en bois, avec des sculptures et ça tout le monde ne peut pas le faire, le travail a besoin d'être précis et fin, mais au lieu, que, par exemple, ce soit les gens du musée qui le fassent, le type qui a obtenu le marché s'entend avec quelqu'un de dehors, en cachette, et lui donne à faire le travail contre de l'argent. Pour que l'entreprise fasse marcher ses affaires, bien sûr elle fait beaucoup de contraventions, et donc l'entreprise passe son temps à arroser, à payer des pots-de-vin. Elle prend du Haut conseil des antiquités, par mois, entre 800 et 750 milles livres, une grande partie de cet argent part en pots-de-vin et une petite partie est effectivement dépensée pour le musée.

Zahraa : Nous ici on n'a pas de conscience fiscale, et surtout que notre système d'impôts est approximatif... Alors moi je viens chez toi, je fais mon travail et j'évalue tes impôts à 6000 £E d'impôt, mais je te dis que tu dois 26000 £E, et que puisque c'est toi je te le fais à 6000 alors toi, forcément, tu penses que quoi ? Je veux dire, que je t'ai fait une faveur, je marchande quoi, je fais du commerce, alors celui qui fait ça, je veux dire, effectivement il n'a pas fauté, comme ça, il a fait son travail bien mais il a profité de sa situation, parce qu'il sait ce qu'il est en train de faire, moi j'ai entendu parler de beaucoup de gens qui font ça (...) Et il y a des gens très bien, qui ne disent pas n'importe quoi, qui sont sérieux (...) Parce qu'il y a des gens qui se disent, pourquoi supporter toute cette pression du travail, s'il y a un bénéfice à tirer de tout ça. Parce qu'effectivement il y a beaucoup de travail et personne n'y comprend rien bon, moi je fais quoi, personne ne viendra faire mon boulot à ma place, et moi dès que je suis arrivée j'ai été nommée là, oui, bien sûr je demande à être transférée mais personne ne veut prendre ma place, alors ils te disent qu'il n'y a rien d'autre, pas d'alternative, alors c'est mieux que rien.

Moustafa : Comme je vous le disais, le travail dans le secteur privé n'est pas simple et c'est très intense. C'est loin d'être comme dans le public où les profs font un cours et restent à se dorer au soleil, si si, assis sous un arbre, ils apportent à

manger et grignotent ou alors ils laissent les enfants jouer un peu dans la cour, sans discipline ni fermeté, pendant qu'eux papotent avec leurs collègues (...) Tout ça, c'est de la faute du gouvernement. Pourquoi ? Parce qu'il laisse les effectifs de classe atteindre les quatre-vingt élèves. Quatre-vingt élèves ! Ou soixante-dix, jamais moins de cinquante par classe, en tous les cas. Imaginez-vous, cinquante élèves ! Si, sur un cours de trois-quarts d'heure, chaque élève me prend un quart de minute ou une demi minute, je n'arrive pas à finir mon cours. C'est très difficile de tenir quatre-vingt ou même cinquante élèves dans une classe. Je perds mon temps à les rappeler à l'ordre et les élèves n'en profitent pas, au mieux les deux premiers rangs apprennent quelque chose, ceux qui sont concentrés avec le prof, et les autres sont dans la lune (...) « Untel m'a frappé ! Tel autre m'a bousculé ! Lui m'a piqué mon stylo et lui m'a volé ma gomme, et lui, il m'a insulté !! Lui veut me taper à la récré ! » Le rôle pédagogique se perd dans cette débâcle et à qui la faute ? Au ministre ? Au premier ministre ? Au ministre de l'éducation ? Et, dans tout cela, je n'ai pas le droit de punir, sans quoi, c'est moi qui me fais rappeler à l'ordre...

Arrêtons-nous, un instant, sur l'école et sur la question des cours particuliers, de ces activités parallèles qu'aucune mesure ne vient réprimer, qui constituent une source de revenu conséquente – un complément bien plus grand que le salaire – et qui engagent l'image de soi d'un enseignant. Signe majeur des déficiences de l'Etat dans l'un de ses plus grands corps, ces cours grèvent le budget des familles, mettent en lumière les luttes sociales engagées sur les terrains de l'éducation et de l'enseignement supérieur : à se retrouver « payés par l'habitant », l'enseignant en vient à devoir mettre en accord dignité et revenu supplémentaire. Pratique ancienne et vieux dilemme, cet aspect se formule quasiment à l'identique, que ce soit en 1976 ou en 2005.

Al-Tali'a : Et pourquoi est-ce que le corps professoral accepte (les cours particuliers) et pourquoi est-ce que les maîtres de conférences acceptent ?

Darwish : Il y a plusieurs points de vue, par exemple, si untel n'accepte pas de donner des cours, un autre le fera et donc le mal est là. Moi, premièrement, c'est difficile de rester impassible dans une telle situation ; deuxièmement, je suis effectivement... j'ai des conditions de vie très dures, je suis d'une famille très pauvre. Evidemment, moi, le jour où je donne à ma famille une livre de plus c'est le comble de la joie pour eux. Ce qui fait que j'ai devant moi une alternative, soit, je leur donne plus d'argent et je donne des cours particuliers, soit je refuse et ce refus ne soulage pas... donc, on est dans une position difficile dans ce cas ; que choisir ? (...) Il y a des gens qui

en profitent, de cette situation... je veux dire, moi je dois prendre l'autobus deuxième classe... je vois que des collègues qui, eux, donnent des cours, s'habillent du dernier chic et comme ils sont bien habillés eh bien les étudiants les respectent. N'allez pas croire que l'étudiant a un niveau intellectuel et moral tel qu'il respecte le professeur uniquement pour son travail. Il le respecte en fonction de son apparence aussi, beaucoup pour ça même (...). C'est-à-dire, je parle de collègues qui donnent des cours et tout ça, mais il faut que je dise aussi... les facultés d'ingénierie et de médecine sont les facultés où il y a le plus grand nombre de voitures d'étudiants, et les modèles les plus récents en plus. Moi face à cette situation je fais quoi ? Si on considère que ces cours sont un faux pas je suis bel et bien tombé, on ne tombe pas pour le plaisir. Je tombe parce que les circonstances qui sont celles de la société, de l'enseignement, de ma vie me poussent à ce piège là. Et quand je donne des cours j'essaie de le faire de la manière la plus honorable possible. Donner des cours ce n'est pas honorable, mais on essaie quand même de maintenir un minimum de dignité... parce que je veux dire, je vais chez les étudiants mais j'essaie que les cours ne soient pas un numéro. C'est-à-dire que je fournis un travail aux étudiants et que je reçois l'équivalent... je ne me donne pas en spectacle à l'étudiant.

Al-Tali'a : Les cours particuliers ne sont-ils pas interdits ?

Darwish : Interdits oui, mais bon, le vol aussi est interdit. L'Université sait qu'il y a des cours particuliers. Moi j'ai enseigné au fils d'un grand fonctionnaire de l'Université qui me l'a amené jusque chez moi.

Moustafa : La valeur de l'enseignant est abaissée tant aux yeux des élèves qu'aux yeux des parents d'élève. Et ce genre de problème se pose tant en cours préparatoire (collège) qu'au lycée. C'est-à-dire qu'à l'école élémentaire, ils en sont encore à découvrir les choses, mais au collège et au lycée, il y a d'autant plus de problèmes. Et ça, on le voit car il y a tous les niveaux dans une même école : les élèves peuvent mal parler à leurs enseignants, les envoyer balader avec bien peu de manières ou même les insulter. Et ceci, c'est de la faute au ministre et au gouvernement qui ont laissé les enseignants dans ce problème. Ils ont laissé faire les cours particuliers qu'ils veulent maintenant supprimer. Mais ils ne peuvent pas les interdire et ne pourront jamais les interdire parce que l'élève ne profite de rien en classe. 50 ou 80 élèves dans une même classe, ils ne peuvent pas en profiter.

Enfin, la retraite anticipée est un élément nouveau dans le paysage des années 2000. C'est le lot commun de ceux

qui à un moment donné, estiment que ça ne vaut plus la peine; on part à la retraite anticipée pour travailler d'autant plus – trouver un autre emploi ou monter un projet; plus prosaïquement, le pactole perçu est ce qui permet de marier les enfants. Cadres, petits employés et ouvriers font-ils les mêmes calculs ? En tout cas, peu de gens invoqueront les « raisons » existentielles – intellectuelles de Samira : son départ volontaire marque la fin d'un monde – celui de l'usine du secteur public – et peut être sa défaite; « au bout du rouleau » ?

Samira : La retraite anticipée, je fais partie de ceux qui ont fait ce choix, bien que j'étais parfaitement contre, je suis fondamentalement convaincue que c'est une erreur, socialement et financièrement, mais comme je te le disais, la Société avait pratiquement cessé de produire. Pour moi et tu peux prendre ça comme exemple pour les autres, je suis supposée superviser plusieurs secteurs, tous mes secteurs ont arrêté de fonctionner pendant trois ans. Je suis supposée me réveiller à 6 heures, attendre la voiture qui me dépose à 7h15; j'entre dans mon bureau et après quoi? Inspecter les machines couvertes de poussière, quelquefois certains ont eu l'attention de les couvrir; couvrir les machines avec des restes de tissus ou de plastique, n'importe quoi. La salle qui était allumée et grouillait de travail, le vacarme des machines, tout ça, la salle est sombre, juste une lampe au-dessus de la porte de mon bureau, pour trouver mon chemin, tu n'as qu'à voir. Tout mon travail dès que j'arrive, c'est le bureau; je prends le thé, je parcours les journaux, puis je fais le tour des secteurs, c'est à dire, je signe les demandes d'absence et les congés, si des collègues se sont crêpées le chignon à force d'être là à ne rien faire, je les réconcilie, s'il y a des racontars par ci, par là, une petite demi-heure en gros, après quoi je reviens à mon bureau jusqu'à 14h30, je lis les journaux, des revues, des livres, en attendant la voiture qui va me reconduire à la maison. Trois ans de ce train-train quotidien, sans le moindre mouvement, sans rien faire, tu peux imaginer ce que ça peut être comme frustration. Alors, évidemment, à la première chance de sortie (...). C'est le syndicat qui avait inventé le slogan « retraite anticipée, mort anticipée », ils essayaient de faire changer d'avis les gens; là, c'est ce que je t'ai raconté sur moi, mais pour les autres, la plupart des hommes qui ont des familles à nourrir, c'est eux qui assurent pour leur famille, ceux-là avaient un autre travail l'après-midi; avoir un peu plus de temps pour travailler encore plus ça les arrangeait, au lieu de rester là à ne rien faire, donc ils avaient un autre emploi (...). Là, ce qui me préoccupe en ce moment c'est que j'ai besoin de travailler; c'est psychologique et financier... les deux.

Lettre ouverte au Président par Amin Yusri, hebdomadaire Al-'Araby, datée du 30/05/2004

Monsieur le Président,

Les classes moyennes, et avec elles, toute l'Egypte, réclament une solution.

Avant qu'il ne soit trop tard

Cette demande est adressée au Président de la République. Qui détient une responsabilité doit en assumer les conséquences. En vertu de ce principe, il est illogique qu'une personne lambda en charge d'un poste aux responsabilités déterminées, se contente de cueillir les fruits que sa fonction lui prodigue (parmi lesquels les fastes et le devoir d'obéissance, de respect et d'exécution de ses décisions) sans que celle-ci n'en supporte les fardeaux. (...) Indéniablement, Monsieur le Président, vous souscrivez à ce principe. Conformément à la Constitution, il ne fait aucun doute que vous jouissez de nombreuses responsabilités et d'aussi nombreuses attributions (...) A l'évidence, Monsieur le Président, vous êtes très actif et vous n'avez pas ménagé vos efforts, dépensant ainsi une énergie conséquente pour votre âge.

A partir de là, moi, en tant qu'individu de la classe moyenne, il n'y a qu'à vous que je puisse exprimer les souffrances de cette classe et je souhaiterais vous montrer dans quel état elle se trouve et combien elle a besoin d'une solution. Au demeurant, je ne me trouve pas isolé dans cette situation, pas plus que je ne revendique le droit de représenter cette classe sociale. La situation de cette partie de la société et de ses institutions est devenue un sujet de préoccupation pour les gens à l'intérieur du pays et en dehors de ses frontières. Le magazine Mussawar ne consacre-t-il pas son édition du 21 mai à ce problème public dans laquelle la situation est résumée en une seule phrase : les revenus des individus de cette classe sociale sont réduits en miettes ! Et cela aura d'importantes répercussions négatives sur l'avenir de la dynamique sociale et politique en Egypte.

La classe moyenne, Monsieur le Président, est le pilier de la nation. Comme l'indique dans ce numéro de Mussawar l'ami et frère Mahmoud Abd el-Fadil, docteur en sciences économiques, l'histoire contemporaine de l'Egypte montre que cette classe (à laquelle vous apparteniez avant de succéder à Sadate et au président Gamâl Abd el-Nâsser), se ramifie en plusieurs strates qui constituent la colonne vertébrale du mouvement politique et intellectuel de la société égyptienne depuis la révolution de 1919, en passant par la révolution de 1952, jusqu'à aujourd'hui. Ces strates intermédiaires ont ainsi été le principal réceptacle de la vie politique, des organisations partisans et des syndicats professionnels. De ses rangs, ont émergés et se sont distingués les plus grands penseurs, écrivains et artistes (...) Et ce sont ces strates qui ont empli la

rue politique de leurs tumultueux éclats de voix depuis 1919 jusqu'à la fin des années 1970. Celles-là mêmes qui ont eu la chance d'avoir une éducation et une conscience politique qui leur a permis d'avoir une présence politique et de faire preuve de vivacité et de sérieux intellectuels.

(...) A la vérité, Monsieur le Président, cette classe moyenne, telle qu'elle est décrite par la revue *Mussawar* est vraiment à plaindre, tant elle en vient à perdre l'équilibre social, économique et psychologique, et ce, au point de susciter l'inquiétude. Le sentiment qui prévaut chez elle est le désarroi et la prise de distance par rapport aux grands «soucis» de la nation. Le résultat de tout cela est que l'Égypte s'est repliée sur elle-même et qu'elle n'a plus aucun rôle d'influence sur la situation arabe, elle est devenue amoindrie et son leadership culturel, intellectuel, et politique a été effacé par le temps. Aux yeux des autres, l'Égypte est devenue un pays démuné, qui a besoin de l'aide et du soutien d'autrui ; et cette image ne correspond pas du tout à celle d'un pays qui montre la voie, et qui a été le fer de lance de la région.

Il est désolant, Monsieur le Président, que certains pensent que cette situation résulte des dons et sacrifices qu'a fait le pays au nom des causes arabes, et notamment de la cause palestinienne. L'Égypte s'est réconciliée avec Israël, et a signé un traité de paix. Depuis un quart de siècle. Cette explication est donnée par les ignorants et les hypocrites pour exonérer le pouvoir de sa responsabilité, depuis Sadate jusqu'à nos jours, c'est-à-dire, depuis un peu plus de trente ans.

La raison invoquée pour justifier cette soumission à Israël, et je ne dis pas la paix avec cet Etat, est que ce que l'Égypte dépensait en armement et ce qu'elle supportait en frais de défense dans des guerres qui lui étaient imposées, soit consacré à son développement et à sa reconstruction économique et sociale, en vue de réaliser un bien-être certain. Mais la réalité, et ce, après qu'un quart de siècle se soit écoulé, est que la situation est devenue pire, bien pire qu'au temps où l'Égypte, non seulement se battait pour ses territoires et son honneur mais également pour le soutien aux révolutions de libération du monde arabe, du continent africain, et plus largement, du monde musulman.

C'est ici que vient et que se pose la question : qui est le responsable de la détérioration de cette importante strate sociale et avec elle de celle des couches populaires ? Ce sont ces strates qui représentent la majorité de la société. Qui est responsable de ce désordre économique et social, de ce fossé grandissant entre la petite classe supérieure, qui a monopolisé aussi bien la richesse que le pouvoir, et le reste des couches sociales qui en sont réduites à la subsistance ? Est-il raisonnable de tenir pour seul responsable la surpopulation ? Et par là même d'exonérer ceux qui ont dirigé l'économie

sur plus d'un quart de siècle, ceux qui ont laissé la bureaucratie et sa corruption se répandre, ceux qui ont planifié sans expertise consciencieuse et ceux qui ont infligé une dévaluation cinglante à la monnaie nationale. Sans oublier le rôle de la relation particulière avec les Etats-Unis, auxquels il a été octroyé le droit de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Égypte et qui ont imposé des politiques de privatisation des banques et des entreprises performantes du secteur public, vendues à des étrangers ou à des individus du secteur privé qui ont fait la preuve de leur incompétence et qui se sont spécialisés dans le pillage de banque et le détournement de milliards vers l'étranger.

(...) L'auteur de ces lignes, enfant de la classe moyenne et de sa strate intermédiaire, a-t-il besoin de répéter ce qu'il a déjà écrit et publié ? A savoir qu'il en est réduit à mendier et à chercher du travail parce qu'il est incapable de subvenir aux besoins et au niveau de vie de sa petite famille et incapable de se débrouiller pour faire face aux frais de son traitement et de celui de son fils. Alors qu'il est ancien ambassadeur et qu'il connaît à présent le même sort que son voisin, le paysan de tel village qui, tout comme lui, est incapable de trouver l'argent des médicaments de sa femme et mère de ses enfants. Notre situation à tous deux est celle de millions d'enfants d'Égypte.

La conclusion, Monsieur le Président est que le besoin est pressant de réélaborer une politique majeure, pour l'Égypte, sa société, ses institutions et sa classe moyenne négligée, bien que significative du véritable travail politique ; d'autant plus pressant que trente années se sont écoulées depuis que votre parti est arrivé au pouvoir. Et il n'est plus temps pour des mesures ponctuelles ou d'étroits calculs partisans qui ne concernent pas le pays ni dans sa globalité, ni dans ses soucis.

Traduit par Enrique Klaus et Assia Boutaleb

Conclusion

Tout au long de ces pages, on aura croisé une question – les classes moyennes – et des réponses, celles en l'occurrence des intéressés, recueillis au cours d'entretiens qui portent sur les soucis des citoyens.

A propos d'un premier questionnement sur les manières les plus explicites de se définir, les propos recueillis confirment cette difficulté à s'auto-définir qu'éprouvent des individus qui estiment occuper des positions intermédiaires (cf. Roussillon supra). D'où, en contrepartie et en complément, l'importance que prennent les « descriptions » des styles de vie, plus efficaces et opératoires que les définitions. A tels attributs (et attributions) correspond telle position plutôt que l'inverse. Pour les uns, les études supérieures que l'on a faites, celles des parents, fonctionnaires, le logement qu'on habite et ses

équipements (des livres à l'électro-ménager), sont autant de traits jugés pertinents, qui pointent sur l'évidence, sur ce qui va de soi car acquis de naissance, ou inscrit dans des attentes collectives et diffuses. Pour d'autres, il est en revanche question de « parcours héroïques » et les quelques figures de trajectoires ascendantes rencontrées, mènent aux mêmes descriptions. Au centre desquelles, le capital éducatif.

Les dires des intéressés incitaient à aller plus loin en évoquant des tournures plus larges – plus floues également ? – qui engagent la comparaison avec les autres : « ni ni ? ». Il en est certes question mais ce n'est pas parce qu'on s'est situé dans un milieu – lui-même mobile – qu'on voit les mêmes autres ; il est doublement question des dimensions et des sens que prend le regard. Dans les propos recueillis, les contours de l'espace social perçu par les intéressés peuvent s'élargir aux dimensions imaginées de la collectivité – une « société nationale » ? – comme elles peuvent se limiter au microcosme des rapports quotidiens et de la promiscuité. Est reposée la question, classique, sur la « compétence médiatrice » supposée des intermédiaires qui est aussi une question d'efficace politique, de production des représentations qui commencent par « nous ». Dans une autre perspective, c'est le sens que prennent les regards qui est en jeu. Vers le haut ou vers le bas, pour dire ses privilèges – méritées ou abusifs – ou l'angoisse de les voir disparaître. Ou encore pour exprimer les déceptions et colères de l'ayant-droit spolié. Vers le haut *et* vers le bas tout à la fois, le propre des positions intermédiaires est-il de constamment « loucher » ?

Troisième perspective enfin, l'inventaire des soucis : en règle générale tout le monde habite quelque part, dans des fourchettes d'âge données, on est inscrit comme apprenant dans un système éducatif, on décohabite d'avec sa famille d'origine pour fonder la sienne propre, on aspire à un emploi à la hauteur des qualifications, rémunéré à la mesure des besoins et aspirations de mieux-être. On en espère autant sinon plus pour ses enfants. Rien de tout cela n'est propre aux dites positions intermédiaires. Apparaît spécifique en revanche, la manière dont sont légitimées attentes et demandes : comme nécessités liées à sa propre reproduction, dont le maintien de la distance avec « ceux d'en bas » ; comme produits d'une transaction héritée avec l'autorité politique et dont on attend qu'elle se renouvelle, alors même que tout est en train de changer. Ce n'est pas par hasard qu'à ce propos, les dires convergent vers une même direction : l'aléa, « bête noire » des positions intermédiaires ?

En définitive, ce qui ressort des dires et dont ne rendent pas compte les sociologies objectivistes, est peut être le fait que des individus aux conditions de vie très différentes, puissent se réclamer d'une même appartenance ; mieux, à chacun son « milieu » et cette appartenance là n'entraîne ni ne suppose des intérêts communs. Pas plus qu'un agir collectif. Mais bien un « idiome ».

Il y a certes les piliers objectifs et les privilèges attachés à une condition sociale moyenne, liés à la construction sociale-historique des attentes, mais il est également question des manières de les faire valoir ; aussi bien dans les discours que dans les styles de vie. On peut très bien ne pas être éduqué, mais estimer qu'on a tous les attributs d'un éduqué ; vivre petitement, mais juger, que de sa misère, on n'a rien à cacher. Ne l'oublions pas, dans le matériau recueilli, entre « sauver la face » et la face, il y a peut être une distance qu'il est dangereux et peut être illusoire, de chercher à franchir.

Au-delà des différences objectives et objectivables, au-delà des histoires sociales et nationales, différentes, n'y aurait-il pas dans ce qu'on vient de dire une part de ce que serait « l'universalité » des positions intermédiaires ? Illusion d'optique sans doute bien servie par le triomphe des néolibéralismes et la révision à la baisse des pactes sociaux ? Ou encore et une fois de plus ce que qu'aurait de spécifique et d'indéfini, la position des intermédiaires ?

Par définition, percevoir les classes moyennes comme relation et situation, ce qu'on a tenté de faire tout au long de ces pages, nous interdit de tracer le portrait robot du « citoyen moyen ». Pas plus qu'on ne peut défendre la « représentativité » des individus dont on a recueilli les propos. On a tout simplement fait le pari que des entretiens portant sur les soucis des citoyens permettraient de dire quelque chose à propos des classes moyennes ; ce dire est anodin, intéressant (l'un expliquant l'autre quelquefois), pudique et, surtout, il n'est pas en rupture, des matériaux différents l'ont montré, avec d'autres discours publics.

En-deçà de ce que les citoyens auraient comme « caractéristiques communes », il faut peut-être prendre en compte l'expérience qu'ils ont partagée : la situation d'entretien qui, elle, n'est pas anodine. Avec des configurations différentes à chaque fois, enquêteur et enquêté se sont gérés mutuellement, et si, dans l'intéressement du premier et l'assentiment du second, il y a bien eu don et échange, cela n'exclut ni jeux ni rapports de force. Le tout est alors de savoir ce qu'auraient de spécifiques les énoncés issus de cette situation d'enquête dans ses multiples variations ; et, par conséquent, ce qui permettait – non pas de trier pour restituer le « vrai » – mais de mieux « comprendre » les propos des enquêtés et les faire comprendre. C'est dans ce sens qu'on a voulu passer par l'épreuve de l'écriture (collective) et c'est en ce sens qu'on poursuit l'expérimentation. L'une et l'autre dépendent fortement des sens insoupçonnés qu'ajouteront les lectures.

Iman Farag
Iman.farag@cedej.org.eg

Bibliographie

Abdal-Mo'ti A. (2002) (dir.) *Les classes sociales et l'avenir de l'Égypte; changements et interactions 1975-2020, Projet l'Égypte en 2020*, Le Caire: Editions Merit.

Amin G. (février 1990) « La classe moyenne; élargissement, déclin ou les deux? », *Wajhat Nazar*.

Amin G. (janvier 2002), « L'avenir de la classe moyenne; des raisons pour un optimisme économique », *Sawt al-janub*.

Bourdieu P. (1993), *La misère du monde*, Paris: Seuil.

Boutaleb A. et al. (2002) *Les soucis du citoyen 1976*, Le Caire, Working Papers 3 & 4, Le Caire: CEDEJ.

Ibrahim M. (2005), *L'effet des transformations sociales sur la structure de la classe moyenne dans la ville en Égypte (1970-1990); comparaison de deux types urbains*, Thèse de sociologie, Université du Caire.

Ibrahim M. (1994), « La classe moyenne en Égypte », in Abdallah (dir.), *Les soucis de l'Égypte et la crise des jeunes cerveaux*, Le Caire: Markaz al-buhuth al-arabiyya.

Roussillon A. (1995), « Réforme sociale et production des classes moyennes; Muhammad 'Umar et l'arriération des Égyptiens », in Roussillon (dir.) *Entre réforme sociale et mouvement national, identité et modernisation en Égypte (1882-1962)*, Le Caire: CEDEJ.

Shawqi B. & Soliman S. (été 1998), « La classe moyenne; autopsie économique et intellectuelle », *Ahwal Misriyya*.

Thompson E. P. (1988), *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris: EHESS-Gallimard-Seuil, (1^{ère} éd. 1963).

Zaqi R. (1997), *L'Adieu aux classes moyennes; réflexions sur la troisième révolution intellectuelle et le néo-libéralisme*, Le Caire: Dar al-Mustaqbal.